

François Leroux

Renaissance de l'Union

ORGANISATION – DEFENSE – UKRAINE



Efficacité – Équité – Solidarité
f.leroux@refonder.fr - +33 6 07 36 04 33

Regard extérieur

L'attaque de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 m'a amené à m'intéresser à notre Union, à sa Défense, à l'Ukraine, et aux lignes rouges que nous nous sommes imposées.

L'analyse de données trouvées sur des sites Internet officiels m'a conduit à écrire l'essai : « Refonder l'Union et sa Défense ! », puis cet opuscule qui préconise des mesures simples et de bon sens pour une sérieuse mise à jour de l'organisation de l'Union et pour mettre sur pied rapidement et à peu de frais une défense européenne indépendante et très puissante.

Par expérience, un regard extérieur en de telles circonstances est souvent très utile.

ORGANISATION DE L'UNION

SON ORGANISATION EST PERIMEE. Je suggère douze mesures dont les plus structurantes sont :

* LA REPARTITION DES PAYS – membres – associés – adhésion en cours ou envisagée – dans :

- QUATRE CERCLES CONCENTRIQUES représentant la « Famille Européenne ».
- CINQ REGIONS, CIVILES ET MILITAIRES, aux problématiques assez similaires.

* LA CREATION D'UN COMITE DE DIRECTION DE SIX MEMBRES pour remplacer le binôme franco-allemand : les cinq pays incarnant les Régions, plus un des États Baltes (qui représentera aussi les petits pays), pour avoir trois membres Occidentaux et trois de l'ancien glacis soviétique.

DEFENSE DE L'UNION

Une conviction très partagée est que seuls les États-Unis peuvent assurer notre défense ! ... Ou qu'il faudrait des années et dépenser des sommes considérables pour y parvenir sans eux... En attendant, il ne se passe rien en dépit des graves menaces venant de Moscou et de Washington.

Effectivement, que peut faire une Union qui a :

- Un PIB de 16 000 milliards face à un pays qui en a un de 2 000 ?
- Une population de 450 millions face à 150 ?
- Un budget militaire de 270 milliards face à 72 ?

Surprenant... mais comment pourrait-il en être autrement avec une défense basée sur vingt-sept armées indépendantes, non coordonnées, la plupart inaptés au combat et équipées d'armes massivement achetées à l'étranger, ce qui saborde nos industries militaires et de haute technologie ! Tout ça pour une défense totalement inopérante ! Quel bilan !

Imagineraient-on les États-Unis avec cinquante armées sans liens entre elles ?

... Si « *l'union fait la force* », a contrario, la division engendre la faiblesse.

Je conteste formellement cette conviction défaitiste – et démontre – que nous pouvons avoir une défense européenne opérationnelle en quelques mois sans y consacrer un budget important ! Pour cela, il suffit de réunir ce qui existe déjà sous un **COMMANDEMENT INTEGRE EUROPEEN** :

- L'OTAN située sur le sol de l'Union, de ses futurs membres et de pays amis intéressés ;
- Les Armées françaises qui couvrent l'ensemble des domaines militaires, augmentées par les forces des autres pays... qui résultent des centaines de milliards dépensés tous les ans !

La Défense européenne pourra alors s'organiser sur la base des cinq Régions et des pays à l'intérieur de chacune d'elles, dans l'esprit OTAN, avec ses méthodes et ses standards.

Elle se situera d'emblée au troisième rang mondial ! ... Un beau défi pour 2024 !

Ceci impliquera un partage de l'OTAN à négocier avec les États-Unis et les autres membres, puis d'établir des partenariats croisés et un accord d'assistance mutuelle en cas de besoin.

AUTRE NOVATION MAJEURE : LE FINANCEMENT DE CETTE DEFENSE COMMUNE.

Tout ce qui touche à la Défense : le militaire, le spatial, le renseignement, les industries, etc. devra être pris en charge par la Commission qui recevra une contribution de chaque pays sur la base d'un pourcentage défini de son PIB, pondéré par son indice de richesse.

Et le passage de la situation actuelle à la nouvelle organisation devra être financé par les pays qui ont consacré moins de 2 % à leur défense depuis au moins cinq ans... les pays les plus riches ayant beaucoup de retard par rapport au plus pauvres sur ce plan.

Enrico Letta, dans son rapport remis à Bruxelles le 18 avril dernier, appelle à créer des champions dans la défense, l'énergie, les télécoms... c'est aussi ce que je préconisais dans mon essai paru en octobre 2023 et dans cet opuscule.

Mais, pour ce qui concerne la défense et toutes les technologies qui en découlent, c'est inenvisageable tant que nous serons sous protection américaine, donc sous leur tutelle... alors que si nous rassemblons nos moyens existants sous une OTAN européenne, en l'occurrence l'OED définie dans un chapitre à venir, nous serons tout à fait capables de nous défendre nous-mêmes d'attaques russes dont le PIB est le huitième du nôtre, et de développer nos industries de défense !

LEÇONS A TIRER DE L'AGRESSION RUSSE

La guerre en Ukraine montre que LE NUCLEAIRE EST AUSSI UNE ARME DE CONQUETE quand il est détenu par un État voyou avec, en face, des Démocraties timorées à l'excès.

Terrible précédent... lourd de conséquences à venir pour tous les États non nucléarisés !

L'unanimité à l'OTAN et à l'Union a des conséquences catastrophiques qui paralysent les décisions fondamentales que doivent prendre ces institutions : exemple les aides à l'Ukraine avec le chantage de la Hongrie, et que se passera-t-il si la Russie attaque un membre de l'Union ou de l'OTAN ?

La protection américaine, de plus en plus aléatoire, conduit au sabotage de nos industries de défense et de haute technologie, et à une dépendance politique et économique mortifère pour notre Europe sous tutelle, désunie, méprisée et sans pouvoir sur l'évolution du monde.

L'agresseur n'a aucune ligne rouge.

Pourquoi en imposons-nous à l'agressé et à nous-mêmes dans nos soutiens ?

Anéantissement de Nations et bluffs d'un côté, apathie et phobies de l'autre !

Conséquences : nous actons le crépuscule du Monde libre !

J'ai une formation d'Ingénieur et une expérience qui m'ont appris, par des approches pragmatiques et frontales, sans tabous ni sectarisme, à aider des entreprises et des institutions à faire évoluer leurs organisations pour les adapter aux mutations de leurs environnements.

Prologue

D'après la tradition rapportée par Tite-Live, sous le règne de Tullus Hostilius, troisième roi de Rome (673-641 avant notre ère), une guerre meurtrière avait lieu entre les habitants d'Albe-la-Longue et ceux de Rome. Pour mettre fin à ce conflit, les chefs des deux peuples conclurent un accord : trois frères défendront leur camp, les Horaces pour Rome et les Curiaces pour Albe.

Tite-Live raconte :

Phase I du combat : deux morts chez les Horaces, trois blessés chez les Curiaces.

Phase II : l'Horace, se retrouvant seul face à trois adversaires, feint de s'enfuir. Les Curiaces le poursuivent mais se désunissent. Alors l'Horace arrête sa course, se retourne, va au-devant du premier Curiace et le tue. Puis, il rejoint le deuxième et le tue. Quant au troisième, épuisé, il ne peut même plus combattre et subit le même sort que ses frères.

C'est ainsi que Rome fut déclarée victorieuse !

Pourquoi une telle référence d'une tout autre époque ?

Avec nos vingt-sept armées dispersées, indépendantes, non coordonnées, la plupart petites, inaptes au combat, soumises aux décisions de leur gouvernement et de leurs parlements, en cas d'attaque de l'Union ou de l'un de ses membres, nous serions les Curiaces de la phase II.

Aussi y a-t-il urgence à organiser notre défense autrement.

Cette situation mortifère et humiliante de notre Union tient à trois raisons principales :

1. Une totale absence d'anticipation, de vision, de volonté, pour assumer notre destin en nous libérant de la tutelle américaine pour nous doter de tous les attributs d'une Grande Puissance militaire qui nous permettraient de nous imposer, d'être une voix qui compte au plan international, de ne plus être vulnérables, méprisés, la vache à lait des causes non résolues.

2. Une organisation figée, qui ne s'est pas adaptée aux élargissements successifs, et qui a gardé son tropisme occidental et ses illusions envers les dirigeants de la Russie, alors que les dangers majeurs sont à l'Est, comme la plupart des nouveaux membres, et des futurs !

3. Une insouciance générale qui ne veut pas voir les prétentions territoriales folles de prédateurs qui ne respectent rien ni personne et veulent détruire les démocraties occidentales. Face à eux, nous n'avons d'autre choix que de nous unir, de cesser de compter sur la protection américaine, de moins en moins motivée et de plus en plus hypothétique.

L'Union doit s'organiser pour devenir une Puissance militaire mondiale autonome, très réactive, capable de tenir tête à ses agresseurs potentiels, et en premier lieu à la Russie !

Elle a tout à sa disposition pour y parvenir... sauf la clairvoyance, la volonté et l'organisation.

Peut-être pourrait-elle avoir assez de fierté – et de sens de ses responsabilités – pour relever la tête et mettre en place les organisations qui lui permettent de devenir ce qu'elle devrait être et qu'une grande partie du monde souhaite qu'elle soit !

I. Organisation de l'Union

Révolution

L'Union Européenne devrait faire du 24 février 2022 la date fondatrice de sa Renaissance, comme le fut le 14 juillet 1789 pour la France : un monde s'était effondré, un monde nouveau s'est construit sur des bases radicalement différentes qui ont fait émerger, notamment, la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » : égalité des droits, liberté d'opinion et de la presse, respect de la propriété, etc. Toutes choses auxquelles nous tenons, que nous avons reçues en héritage et que nous devons transmettre... Mais ce n'est pas avec notre immobilisme actuel et nos blocages mentaux que nous le pourrons !

Pendant des décennies, nous avons un adversaire en commun avec les Américains : le Bloc Soviétique, devenu la Fédération de Russie en 1991.

Puis, les prétentions folles du Président Poutine et l'émergence de la Chine, avec sa volonté de devenir la première puissance mondiale et de récupérer Taïwan, ont bouleversé les équilibres, et les convergences occidentales sont clairement devenues des divergences.

Ces faits majeurs, auxquels il faut ajouter les divagations du candidat Trump et son élection possible, voire probable, avec un parti républicain qui n'a jamais aussi mal porté son nom, nous obligent à prendre nos distances avec la tutelle américaine : elle est de moins en moins protectrice, elle nous empêche d'organiser notre propre défense et de mener nos propres politiques extérieures faute d'avoir une capacité militaire crédible. Cette tutelle est devenue extrêmement toxique !

Or, pour être la troisième Puissance Mondiale, il ne faut pas dépenser plus, il faut dépenser mieux, avec une organisation appropriée et la volonté d'être ce que nous devrions être, et que de nombreux pays attendent que nous soyons : une Puissance de paix et d'équilibre !

Quand on voit les agissements de notre grande voisine de l'Est au mépris de toutes les conventions internationales, il est urgent que l'Union et sa future Défense définissent des procédures musclées pour apporter des réponses adaptées très rapidement à ses forfaitures. Et qu'elle les affiche, le préventif étant bien préférable au curatif. Il est très dangereux pour nous tous de la laisser faire sans réagir... ou avec de vagues sanctions, trop souvent inefficaces, et qui font de l'agresseur la victime aux yeux de très nombreux pays tiers.

Poutine ne connaît et ne respecte que la FORCE. La Moldavie, la Géorgie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, etc. seront ses prochaines cibles si nous restons les bras croisés.

Les États-Unis n'ont pas levé le petit doigt pour la Crimée, ni pour le Donbass, contrairement à leurs engagements formalisés dans plusieurs traités. Réagiraient-ils pour les États Baltes ? C'est peu probable. Et, que serait-il advenu si la Russie avait conquis l'Ukraine en quelques jours comme elle le pensait ?

Très certainement RIEN, si ce n'est de vagues sanctions pour le principe... qui l'auraient encouragée à continuer ses annexions !

Il faut sortir d'urgence de notre apathie et s'assumer collectivement. Je pense que la création d'un **Comité de Direction**, avec une participation de pays qui ont été sous la férule soviétique, devrait contribuer à cette prise de conscience collective indispensable.

Et s'occuper de la défense européenne. Celle préconisée plus loin comprend douze points. Deux sont en italiques : « 3. *Partage de l'OTAN* » et « 4. *Accord OED – O2A (Organisation*

Américaine pour l'Asie) ». Soit, ils seront négociés avec le Président Biden, ce qui devrait lui apporter des voix en novembre 2024. Soit, nous serons lâchés par Trump et offerts à Poutine.

Dans le premier cas, l'Union maîtrisera son destin et coupera l'herbe sous les pieds de l'auto-crate américain ami de Poutine, alors que dans le second cas, nous ne pourrions que nous en prendre à nous-mêmes, avec toutes les conséquences dramatiques qui en découleront.

Dans les deux cas, il est impératif de réaliser les dix autres points en 2024 pour ne pas être pris au dépourvu en 2025 avec les armées russes sur nos terres, comme cela a toutes les chances d'être si rien de sérieux n'est entrepris.

Les États-Unis sont prêts à s'engager contre la Chine afin de préserver l'indépendance de Taïwan, mais refusent de le faire en Ukraine contre la Russie ! Deux raisons sont évidentes :

- L'Ukraine et l'Europe ne sont plus stratégiques pour eux, et ils n'ont plus aucune raison de payer et de mourir pour une Union qui est assez grande et riche pour assurer sa défense !
- Ils ont un absolu besoin des technologies taïwanaises pour leurs équipements de pointe, militaires comme civils, aussi Taïwan ne doit pas être annexé par la Chine avant qu'ils n'aient rattrapé leur retard dans ces technologies, démarche entreprise avec l'aide de Taïwan.

Quant à la Chine, elle a trois bonnes raisons de vouloir récupérer Taïwan :

- Annexer un territoire qu'elle considère comme chinois ;
- S'appropriier ses avancées technologiques et en priver les Occidentaux ;
- Contrôler totalement le détroit de Taïwan et la mer de Chine, zones maritimes très stratégiques pour tous les pays, et particulièrement pour les Occidentaux.

Nous vivons en paix depuis trois générations. Manifestement, les folies guerrières inqualifiables de Poutine n'ont pas sorti nos dirigeants, qui sont de la deuxième, voire de la troisième génération, de leur hypnose... ni nos peuples, hélas ! Poutine, serait-il un hypnotiseur hors pair ?

Tous les Européens devraient d'urgence se réveiller et se mettre en « esprit de guerre », puis s'organiser et s'armer intelligemment afin de dissuader la Russie d'attaquer ses membres les uns après les autres au lieu de l'attirer par notre passivité et nos défenses d'opérette qui feront de nous les « Curiaces de la phase II » face à « l'Horace » russe.

Comment pouvons-nous être sourds, aveugles, inconséquents, naïfs à ce point alors que Poutine, aidé par ses dictatures amies, souffle avec un grand succès sur les braises de tous les points chauds du globe ? Plus toutes ses actions de désinformation sur les populations occidentales et sur celles du « *Sud Global* » pour les convaincre que leur avenir est avec la Russie et non avec ces Occidentaux « *impérialistes et dégénérés* ». Le plus fou, c'est que ça marche, y compris chez nous, alors qu'elles ne peuvent pas ignorer les horreurs pratiquées par les dictatures russe et chinoise, totalement indifférentes aux malheurs de leurs propres populations !

Même en temps de paix, notre impuissance militaire nous dévalorise et nous empêche de tenir le rang qui devrait être le nôtre, comme vient de le prouver « *la gifle* » que nous a administrée le gouvernement israélien lors d'une tentative de médiation entre eux et les Palestiniens. Notre seul rôle est de payer à fonds perdu puisque nous finançons les constructions, puis les destructions, puis les reconstructions, etc. C'est sans fin, comme la détresse des populations concernées !

Un peu de fierté et de réalisme ne nous feraient pas de mal.

Alors qu'il est de plus en plus probable que notre « *protecteur* » nous lâche à court terme, chacun y va de ses hypothèses, non suivies d'actions. Le Président Macron prêchait dans le désert pour une défense européenne depuis la Sorbonne en 2017. Ses propos du 26 février 2024 ont déclenché des réactions totalement irresponsables dans un contexte de guerre. Quant aux initiatives de réarmement, elles sont incohérentes, destructrices de notre économie, et seront improductives tant qu'il n'y aura pas un commandement intégré, ayant l'expérience des conflits, pour organiser et coordonner l'ensemble des moyens et des actions. Il ne faut pas oublier qu'un seul État sur les vingt-sept dispose d'une armée complète et d'une réelle expérience de la guerre, expérience qui ne s'improvise pas : elle s'acquiert à l'épreuve du feu avec ses drames !

Vieille Europe – Vieux Continent

Les expressions Vieille Europe et Vieux Continent, si souvent employées, ici à dessein, évoquent leur passé illustre mais insinuent leur sortie du jeu... d'autant plus que nos dirigeants semblent se satisfaire de ce déclassement, en ayant confié les clés de l'Europe aux Américains.

La préservation de nos libertés et de nos modes de vie nous impose de nous reconstruire au plus vite pour reprendre notre place, non pour conquérir des territoires comme par le passé, mais pour faire vivre la démocratie, la justice, la paix dans ce monde ô combien violent, injuste, soumis à des autocraties et à des ploutocraties exécrables !

Le Parapluie américain, l'OTAN, la chute du Mur devaient nous assurer une paix éternelle. Hélas, la Chine devenue l'usine du monde, notre manque d'ambition, de clairvoyance et de coopération entre nous, nous ont conduits à réduire drastiquement nos budgets militaires et à perdre nos compétences dans le domaine militaire ; à délaisser nos industries civiles et militaires, à accumuler des retards notamment dans les nouvelles technologies.

Ainsi, sommes-nous maintenant dépendants des États-Unis, de la Chine, de Taïwan, des sources de matières premières... et notre Europe, autrefois conquérante et dominatrice, est devenue résignée et dominée.

L'Union, héritière de l'histoire de ses membres, souvent très mouvementée, de nos racines nourries de l'antiquité gréco-romaine, du christianisme, des valeurs d'humanisme du Siècle des lumières... va-t-elle « *s'offrir* » à un dictateur barbare et mafieux qui sacrifie son peuple pour réaliser ses fantasmes et se maintenir au pouvoir ?

NON, nous n'en avons pas le droit !

L'APRES DEUXIEME GUERRE MONDIALE

4 avril 1949 : Création de l'OTAN par douze pays : Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, pour se protéger de l'URSS. Aujourd'hui, il y a trente-deux membres.

25 mars 1957 : Signature du Traité de Rome, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1958, instituant la *Communauté économique européenne*, l'Europe des six : Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas.

22 janvier 1963 : Signature du Traité de l'Élysée par le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer, scellant la réconciliation franco-allemande, qui a permis à nos deux pays d'agir ensemble pour construire une Communauté que nous voudrions indéfectible.

7 février 1992 : Signature du Traité de Maastricht par les 12 membres de l'Union, entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993.

1^{er} janvier 1999 : Création de l'Euro sous forme scripturale.

1^{er} janvier 2002 : Création de l'Euro sous sa forme fiduciaire.

31 janvier 2020 : *Brexit*, une bévée britannique fondée sur une série de mensonges... bévée qu'une large majorité de Britanniques regrette aujourd'hui ! Le Royaume-Uni nous avait rejoints le 1^{er} janvier 1973 : 47 ans de vie commune mouvementée.

24 février 2022 : « Opération militaire spéciale » russe.

Le Président Poutine, bafouant l'ordre mondial dont son pays est l'un des cinq garants, a décidé d'annexer les pays ayant appartenu à une époque à l'URSS ou à la Grande Russie des Tsars ! C'est l'Ukraine qui eut la primeur de cette odieuse prétention.

6 au 9 juin 2024 : Élection des députés européens.

5 novembre 2024 : Élection Présidentielle américaine.

Le pire pour la Démocratie, pour les États-Unis, pour notre Union, pour le Monde, est possible, sinon probable. Avec un Président imprévisible et revanchard ! ... Et qui menace son peuple, non pas du feu nucléaire car il n'a pas encore les codes, mais d'une guerre civile s'il n'est pas élu ! ... Rassurant...

20 janvier 2025 : Investiture du 47^e Président des États-Unis.

1870 – 1945 : Soixante-quinze ans. Trois guerres effroyables, des centaines de millions de victimes et nos pays ruinés !

1945 – 2023 : Soixante-dix-huit ans de paix et de prospérité au sein de l'Union, même si nos économies ont parfois marqué le pas du fait de crises, financières notamment, de conjonctures défavorables, de mauvaises décisions, d'indispensables réformes structurelles non effectuées, de gouvernements sans Plans ni Visions !

De toute évidence, nous devons cette paix et cette prospérité à la mise en œuvre de la plus belle et de la plus grande des idées des Pères de l'Europe : une Union que le monde admirait et nous enviait... à l'époque où elle se construisait ! Puisse leur initiative aller au bout du rêve et de sa logique, se pérenniser pour toujours, et inspirer d'autres groupes de nations !

S'il fallait une seule raison d'être profondément attaché à cette Union, ce serait la PAIX entre nous. Mais il y en a bien d'autres de tenir à ELLE, et bien plus encore aujourd'hui et demain qu'hier, à condition qu'elle s'émancipe et se réinvente rapidement !

Alors, regardons ce qu'il faut faire pour la pérenniser et nous protéger de tous les autocrates et ploutocrates qui veulent dominer le monde à leurs profits... et aux dépens des peuples !

2024 – 2025 : Poutine affiche le plus profond mépris pour notre Union et pour les peuples qui la composent. Et, à son habitude, il inverse les responsables de la guerre en Ukraine : ce sont l'OTAN et les États-Unis, les adversaires de la Russie, l'Union étant une entité négligeable, et toute négociation ne peut se faire qu'avec les États-Unis, seul interlocuteur digne de la Russie !

Dès que la Défense Européenne sera opérationnelle, il n'aura plus les États-Unis et l'OTAN face à lui, mais l'Union avec l'OED, qui aura la capacité militaire de lui tenir tête et de soutenir l'Ukraine. Ce sera très vexant pour son ego de « *grenouille qui veut se faire plus grosse que le bœuf* » et risqué pour son avenir, mais cela devrait permettre à l'Ukraine de retrouver ses frontières reconnues, et aux pays de ses fantasmes d'être moins inquiets au sujet de leur avenir.

Pourrons-nous, fin 2024, remercier M. Poutine pour sa contribution à la « *Renaissance* » de l'Union et de sa Défense ? À défaut de le féliciter pour le simulacre de sa réélection !

Autodestruction de l'Union

Qu'il est loin le temps où notre Union était admirée et enviée par beaucoup d'étrangers !

Elle est devenue le maillon faible d'un Occident composé « *d'Herbivores repus* » qui, après avoir dominé le monde, puis accumulé les échecs, bat maintenant en retraite lamentablement sans combattre devant les nouveaux « *Carnivores affamés et revanchards* » partis à la conquête de ce monde qui nous lâche et se met à nous détester en nous imputant la responsabilité de leurs malheurs... Soixante ans après les décolonisations, c'est l'aveu de leurs propres échecs et, hélas pour leurs peuples, leurs nouveaux mentors, maîtres en corruption, mensonge et violence, pillent leurs richesses naturelles et soutiennent les *putschistes* qui pratiquent les mêmes méthodes qu'eux.

Le terme autodestruction peut paraître violent, mais la réalité est bien celle-ci quand, notamment, des pays de l'Union achètent l'essentiel de leurs armes à l'étranger, plus de 70 %, prix de notre soumission aux États-Unis, même quand il existe mieux dans l'Union, ce qui a de graves conséquences, car cela :

- Appauvrit l'Union au lieu de lui donner la possibilité de développer ses activités industrielles et ses compétences dans les technologies de pointe ;
- Condamne à terme des secteurs industriels majeurs faute de pouvoir les développer pour nos propres besoins et avec les exportations indispensables pour les soutenir. En s'équipant à l'étranger, nous dévaluons nos propres armes qui ne pourront plus s'exporter ;
- Alourdit, renchérit la maintenance des armements, particulièrement en cas de conflits, et certains peuvent être soumis à des autorisations, voire à des interdictions d'usage.

S'agissant du militaire et du spatial, c'est notre indépendance et notre sécurité qui sont en jeu, ainsi que notre capacité en cas de conflits à utiliser nos armes sans limitations de la part des fournisseurs. Un bon exemple nous a été donné quand une arme suisse s'est retrouvée en Ukraine et que le gouvernement suisse a refusé de l'approvisionner en munitions... en application de leur sacro-sainte « *Neutralité* », contestable quand elle est appliquée à un pays agressé.

De même, il est de bon ton au titre d'une prétendue morale d'être contre la vente d'armes à certains pays. Certes, mais c'est très simple, si ces pays ne peuvent pas se fournir chez nous, ils s'approvisionneront chez nos concurrents moins regardants, ou moins tartufes. Or, s'ils utilisent nos équipements nous pouvons garder un relatif contrôle, par des performances bridées – confère les Américains pour l'Ukraine – par le levier de l'après-vente, ou par d'amicales pressions.

Sans l'apport des exportations, nos industries militaires seraient condamnées.

À quel jeu maléfique joue le Chancelier allemand quand il débloque un budget de cent milliards pour acheter des avions et des hélicoptères aux États-Unis, des systèmes de défense aérienne à Israël, au lieu d'acheter les équivalents européens. Et, dans le même temps, il refuse de fournir aux Ukrainiens ses missiles germano-suédois Taurus dont ils ont le plus grand besoin, et de vendre à l'Arabie saoudite des Eurofighter Typhoon, développés et fabriqués par plusieurs pays de l'Union, dont le sien ?

La décision de vendre, ou pas, des matériels militaires à l'étranger, devra être prise par un **Comité de Défense**, défini plus loin, à une majorité renforcée, et non par un État, qu'il soit petit ou grand. Il est par ailleurs difficile de comprendre qu'un État de l'Union se permette d'imposer ses règles alors qu'il est entièrement soumis, inféodé, aux États-Unis. Pauvre Union !

Renaissance de l'Union

« On ne règle pas un problème en utilisant le système de pensée qui l'a engendré. »

Albert Einstein

Notre environnement, actuel et à venir, étant radicalement différent de celui de l'époque du Traité de Rome en 1957, puis de Maastricht en 1992, oblige à réinventer l'organisation de l'Union et à développer une grande solidarité et coopération entre les États membres.

En juin 2024, nous élisons les députés européens. Il s'ensuivra un certain renouvellement des responsables des Institutions européennes. Il faut absolument en profiter pour réaliser une nouvelle organisation puis la soumettre à un référendum paneuropéen si c'est nécessaire et, si possible, en même temps que l'élection des députés qui devraient se présenter eux-mêmes pour ou contre ce projet.

Nous sommes à la fin d'une ère de reconstruction. Que 2024 soit l'ère de notre Renaissance !

- Soit, nous continuons à être le paillason du monde, mis à mal par les reconquêtes poutiniennes, des pays de l'Union étant ses prochaines cibles. Notre civilisation rejoindra alors dans les livres d'histoire les grandes civilisations disparues : égyptienne, grecque, romaine...
- Soit, nous prenons conscience que nous valons mieux que ces renoncements et que, vis-à-vis de nos descendances, nous devons nous comporter en adultes responsables. Cette option implique des changements importants dans nos Institutions pour que notre Union devienne maîtresse de son destin et ne soit plus résignée, dominée, méprisée et sans pouvoirs !

« *L'union fait la force* » dit le proverbe... à condition que chacun respecte les autres, coopère et se coordonne avec eux. Dans notre Union, il ne doit plus y avoir de « *mâles dominants* ». Tous les pays sont égaux, avec des points forts et des points faibles, et l'on doit en priorité s'appuyer sur les points forts de chacun tout en aidant à remédier aux points faibles.

Que pèse chacune de nos petites nations face aux mastodontes qui dominent le monde ? Rien, ou si peu ! Seule notre Union, dont le poids économique est du même ordre que les leurs, sera en mesure de leur tenir tête, encore faut-il que nous le voulions, que nous nous en donnions les moyens, que nous agissions très vite et ensemble ! Sinon, quel est l'intérêt de cette Union si chacun joue sa propre partition ?

À vingt-sept pays et plus, tous très différents les uns des autres, mais complémentaires, cette Union doit avoir maintenant pour but principal de préserver la survie de nos civilisations, de nos identités, de nos libertés, de nos niveaux et modes de vie, dans un monde très hostile qui veut étendre son emprise basée sur la dictature, la corruption, le mensonge, la violence, la privation des libertés fondamentales !

Pour toutes ces raisons, outre les guerres en Ukraine et en Palestine, notamment, nos Dirigeants ont de très lourdes responsabilités qu'ils doivent impérativement assumer au plus vite en ayant, chevillés à l'esprit, les propos de Winston Churchill tenus après les funestes accords de Munich avec Hitler, en octobre 1938, propos qui valent pour Poutine, la parfaite réplique du *Führer* !

Ces propos sont rapportés dans le chapitre Ukraine en troisième partie.

Organisation de l'Union suggérée

*Les décisions qui concernent ou impliquent l'Europe doivent se prendre à Bruxelles.
Pas à Washington, Moscou ou Pékin !*

Pour son indispensable Renaissance, l'Union doit :

1. Se doter d'un Comité de Direction composé de six pays, trois de l'Ouest, trois de l'Est, pour remplacer le duo Franco-Allemand, ou ce qu'il en reste. Je le détaille plus loin.

2. Répartir les pays dans quatre Cercles concentriques selon leur niveau d'adhésion pour remédier aux difficultés que rencontre l'Union dans son fonctionnement et son évolution :

- **Le Cercle Un, central**, regroupe les pays de l'Union qui respectent les valeurs et les règles de l'Union. Ils formeront la « **Fédération de Nations d'Europe** » chère à Jacques Delors. Adhésion à 100 % ;
- **Le Cercle Deux** regroupe les pays membres qui ne respectent pas toutes les valeurs et règles, ou qui ont une politique trop personnelle, ainsi que les pays associés, comme la Norvège : adhésion à 75 %. Il pourrait être aussi le sas d'entrée des nouveaux membres.
- **Le Cercle Trois** regroupe les pays candidats qui ont entamé le processus d'adhésion. Adhésion à 50 %.
- **Le Cercle Quatre** regroupe les candidats potentiels. Adhésion à 25 %.

Ces pourcentages sont une façon simple d'illustrer leur degré d'appartenance à l'Union et d'indiquer aux autres pays, à la Russie en premier lieu, le périmètre de notre Union en devenir.

Les décisions sont collégiales. Les plus importantes sont prises à une majorité renforcée par les pays du Premier Cercle. L'unanimité est supprimée, ainsi que le droit de veto, car l'Union étant une démocratie, un pays ne peut pas y faire la loi ! Les pays des autres Cercles pourront être consultés s'ils sont concernés, sans participer aux votes décisionnels, sauf exceptions.

Les pays des quatre cercles devront être protégés par la Défense de l'Union des attaques russes, ou autres : ils composeront « La Famille européenne ».

3. Définir cinq Régions administratives et militaires de pays ayant des problématiques proches. Un projet figure à la fin de ce chapitre.

4. Supprimer les Présidences tournantes du Conseil : À six, elles pouvaient se comprendre. À vingt-sept, dont de très petits États, elles n'ont aucun sens, et une présidence par un pays en opposition totale avec les principes fondateurs de l'Union est surréaliste.

5. Supprimer la règle « un membre, un commissaire » : Être Commissaire est une fonction hautement responsable qui implique de réelles compétences, de l'expérience, du poids politique. Chaque pays pourrait proposer une personnalité, voire deux ou trois pour les plus grands, parmi lesquelles le Comité de Direction et le Parlement choisiraient les Commissaires et, éventuellement, des adjoints, car la Commission, l'Exécutif de l'Union, doit être formée d'une équipe qualifiée et

performante, et ne pas avoir à gérer un surnombre de commissaires imposés qui ne sont pas forcément aptes à assurer leur fonction, parfois créée pour justifier leur emploi.

6. Limiter à 3, voire à 5, les langues officielles : Vingt-quatre, bientôt trente et plus... langues officielles, c'est totalement ridicule, surtout de nos jours. Les langues maternelles ou pratiquées dans l'Union sont, dans l'ordre : l'Anglais – l'Allemand – le Français – l'Italien – l'Espagnol. Toutes les autres sont totalement marginales, à moins de 5 %. Quant aux langues régionales, toute demande, envisagée par certains, doit être écartée d'office.

7. Avoir un organigramme clair avec des hiérarchies et des responsabilités bien définies, ce qui n'est pas vraiment le cas actuellement. Il devrait y avoir un Président, nommé par le Comité de Direction, approuvé par le Parlement, un Premier ministre (la Présidence de la Commission), des Ministres (les Commissaires), un Parlement et une **Chambre Haute**.

Le Président devra avoir une forte personnalité, du charisme, de vrais pouvoirs, plus proches de ceux du Président Français que de ceux de son homologue Allemand, car il représente l'Union dans les instances internationales et il devra jouer un rôle important dans la gouvernance de l'Union. Il devra, notamment, présider les Comités de Direction et de Défense, définis plus loin.

L'Union représente un ensemble de pays, mais n'a pas de territoire propre. Si, à l'image de l'Église catholique, elle avait un « Vatican », son Président serait un chef d'État comme les autres. Pour ce faire, Bruxelles et/ou Strasbourg pourraient-elles céder à l'Union un district ?

8. Créer une Chambre Haute qui pourrait remplacer à terme les Sénats nationaux. Elle mettrait en œuvre une coopération renforcée entre l'Union, les pays et leurs territoires, afin d'obtenir une meilleure compréhension réciproque. Chaque délégation nationale transcrirait les directives européennes et assurerait l'interface entre l'Union leurs parlements et leurs territoires.

Leur mode de désignation serait laissé au choix des pays, la durée de leur mandat serait la même que celle des députés, mais décalé d'un mi-mandat pour amortir les vagues politiques.

Cette Chambre devrait être installée à Strasbourg, ce qui permettrait de renvoyer les députés à Bruxelles, afin de réduire leurs coûts de fonctionnement et d'améliorer leur efficacité. L'idée serait d'avoir un pôle de décision et d'action à Bruxelles et, à Strasbourg, un pôle de contrôle et de réflexion à moyen/long terme, ainsi que des Institutions périphériques.

9. Instituer des Référendums paneuropéens : Cette modification de l'Organisation de l'Union devrait être soumise, non pas aux vingt-sept pays, mais aux Européens eux-mêmes, c'est-à-dire à un scrutin unique avec un résultat global qui s'appliquerait à tous, en sachant que les pays qui seraient ostensiblement contre cette nouvelle organisation auraient la possibilité de demander leur passage dans le deuxième Cercle, voire leur sortie de l'Union.

10. Faire respecter les Valeurs et les Règles de l'Union : Elles devront être respectées par tous les Pays du Premier cercle. Les dissidents devraient être rappelés à l'ordre et, s'ils persévèrent, ils seraient renvoyés dans le Deuxième cercle. L'idée sous-jacente est que les orientations politiques des gouvernements des pays changeant périodiquement, il faut éviter de prendre des décisions définitives, à l'exemple de la Pologne qui aurait été dans le Deuxième cercle avant ses élections de 2023, et serait revenue dans le Premier cercle après celles-ci.

11. Bannir les lobbyistes : Sans foi ni loi, toujours prêts à corrompre et à nier des faits avérés, ils pullulent à Bruxelles et dans toutes les sphères gouvernementales et politiques. Ils sont là pour défendre les intérêts de leurs commanditaires et s'opposer à toutes les mesures qui pourraient leur porter préjudice. Le Bien commun ne fait pas partie de leurs prérogatives, ni de leur ADN.

12. Communiquer : La communication de l'Union est déficiente. Il faut qu'elle soit beaucoup plus présente – positivement – dans l'esprit de tous. Max Gallo, écrivain et homme politique français, fils d'immigrés italiens disait : « *La nation n'existe et ne survit que si on l'aime.* »

COMITE DE DIRECTION

La France et l'Allemagne étaient le moteur de l'Union... pour les sujets, de plus en plus rares, sur lesquels elles s'accordaient.

L'attaque de l'Ukraine par la Russie a fait prendre conscience que ce binôme était périmé et qu'il devait s'élargir à l'Est. À l'origine, notre Union n'était composée que de pays de l'ouest de l'Europe qui regardaient la Russie avec bienveillance, par naïveté et intérêts mal compris.

Aujourd'hui, onze pays issus du glacis soviétique nous ont rejoints, plus trois qui en sont voisins. Neuf, issus de ce même glacis, sont candidats. Leurs vécus soviétiques les ont rendus bien moins complaisants à l'égard d'une Russie dirigée maintenant par un chef mafieux et corrompu, n'ayant que mépris pour ses propres populations, et plus encore pour celles des autres pays. Et ce ne sont pas ses interventions en Tchétchénie, en Géorgie, en Syrie, en Ukraine... et ses vues sur toutes les anciennes possessions soviétiques ou tsaristes qui pourraient les amener à de meilleurs sentiments à son égard. Ni les conditions de vie en Russie, ni ses solutions expéditives à l'égard de ses opposants et concurrents potentiels.

D'où la nécessité d'avoir un Comité de Direction qui inclut trois pays issus de ce glacis et trois de l'Ouest.

Cinq membres seront responsables d'une Région afin que tous les pays de la Famille européenne soient représentés au Comité de Direction. Ils devront être proches des pays de leur Région, et aider les postulants dans leurs évolutions en vue de leur adhésion... Ils devront jouer le rôle du « *grand frère* » ! Le sixième sera un des Pays baltes, qui représentera aussi les petits pays.

Le Comité aura pour missions d'analyser les évolutions du monde et de l'environnement de l'Union ; de réfléchir à son fonctionnement, à son organisation, à son futur en lien, notamment, avec les services du Plan et de la Défense ; de superviser la mise en œuvre des décisions qui auront été prises, afin de veiller à leur cohérence, à leur pertinence et à leur respect. Il interviendra donc en amont des processus de décisions, et en aval dans les domaines importants pour l'Union et son avenir.

Il aura aussi pour mission d'agir afin que les États soient solidaires entre eux et fassent « *Nation* ». C'est fondamental pour la pérennité de l'Union et pour son rôle dans le monde.

Le Comité de Direction sera coprésidé par le Président de l'Union et par l'Allemagne. Il rendra des comptes aux pays membres lors des réunions du Conseil.

La participation de voisins de la Russie dans ce Comité, outre sa légitimité, est fondamentale pour le rendre pertinent et leur donner le sentiment d'être, enfin, réellement intégrés. Elle est aussi indispensable pour unifier et renforcer l'Union, pour définir des comportements responsables et fermes à l'égard de la Russie, et pour faciliter la création d'une réelle Défense Européenne, autonome, sans tutelle américaine, telle qu'elle est présentée en partie II.

Ce Comité devrait être créé très rapidement, car il peut être informel, comme l'est le duo Franco-Allemand, au moins dans un premier temps. Il réunira régulièrement les ministres chargés de l'Europe des pays concernés, assistés de leurs spécialistes des questions à l'ordre du jour.

Il sera le premier étage – fondamental – de la Renaissance de l'Union. Il devrait rendre plus naturelles les étapes suivantes et souder l'Union. Sa création relève, je pense, d'une simple décision du Conseil, facile à adopter, car sa création est d'une évidente nécessité.

REGIONS ADMINISTRATIVES ET MILITAIRES

En raison du nombre et de la très grande disparité des pays : taille, niveau de développement, situations géographiques, exposition à la Russie ou aux migrations, etc., l'Union doit définir des Régions administratives et militaires qui regroupent les pays des quatre Cercles ayant des problématiques proches. Par exemple, celles des pays du sud sont très différentes de celles des pays du nord, face à la Russie.

J'ai défini cinq Régions qui seront représentées au Comité de Direction et au Comité de Défense par le pays principal du Premier cercle, le but étant que les Comités prennent bien en compte l'ensemble des territoires de l'Union avec leurs problématiques propres.

Il faudra attribuer une couleur à chaque Région pour qu'elles soient bien repérables sur les cartes.

1. Nord

Pologne – Suède – Finlande – Estonie – Lettonie – Lituanie – Danemark – (*Ukraine*) :
(110 m habitants)

2. Centre

Allemagne – Pays-Bas – Autriche – Slovaquie – Tchéquie – Hongrie : (136 m habitants)

3. Sud-Est

Roumanie – Bulgarie – (*Géorgie – Kosovo – Moldavie – Macédoine – Serbie*) :
(45 m habitants)

4. Sud

Italie – Malte – Grèce – Chypre – Croatie – Slovénie – (*Albanie – Monténégro
Bosnie Herzégovine*) : (84 m habitants)

5. Ouest

France – Espagne – Portugal – Irlande – Belgique – Luxembourg : (143 m habitants)

En italique sont les pays candidats, et en gras sont **les membres du Comité de Direction** :

Allemagne, France, Italie pour l'Ouest, Pologne, Roumanie, plus un des Pays Baltes pour l'Est.

Dès la création des Comités, je recommande fortement que l'Ukraine soit invitée systématiquement au Comité de Défense (à venir), et au Comité de Direction quand les problèmes de défense y seront débattus, car elle est la seule à avoir l'expérience de la guerre de haute intensité et de la mise en œuvre, avec quel talent et si peu de moyens, des techniques nouvelles (drones aériens, marins et sous-marins, défense antiaérienne, adaptations d'engins balistiques, etc.).

Sur l'aspect Défense, l'Allemagne (Région 2.) devra être très proche des (Régions 1. & 3.) et l'Italie (Région 4.) aussi de la (Région 3.) dans l'optique d'une attaque sur ces Régions, ainsi que de la (Région 5.) pour couvrir la totalité de la façade Méditerranéenne.

Quant à la France (Région 5.), elle devra être en relation étroite avec les Partenaires associés à notre Défense dont, il est à souhaiter, le Royaume Uni, et quelques autres...

Population des vingt-sept Pays Membres : 447,280 millions d'habitants en 2022

Allemagne	83,160	Tchéquie	10,700	Irlande	5,060
France	67,800	Suède	10,450	Croatie	3,880
Italie	58,980	Portugal	10,300	Lituanie	2,800
Espagne	47,430	Hongrie	9,730	Slovénie	2,110
Pologne	37,800	Autriche	8,980	Lettonie	1,880
Roumanie	19,190	Bulgarie	6,840	Estonie	1,330
Pays-Bas	17,810	Danemark	5,870	Chypre	0,900
Belgique	11,550	Finlande	5,540	Luxembourg	0,630
Grèce	10,710	Slovaquie	5,340	Malte	0,510

Langues (2012)

	Maternelle	Secondaire	Total
1. Allemand	16 %	11 %	27 %
2. Français	14 %	12 %	26 %
3. Anglais	1 %	41 %	42 %
4. Italien	13 %	3 %	16 %
5. Espagnol	8 %	7 %	16 %
6. Polonais	8 %	1 %	9 %
7. Russe	1 %	4 %	5 %

Toutes les autres langues sont à moins de 5 %

II. Défense Européenne autonome

Défense Européenne

La Défense européenne doit être organisée en 2024... car 2025 sera l'année de tous les dangers où nous risquons de nous retrouver seuls face à Poutine, avec des Ukrainiens épuisés, de moins en moins nombreux et sous-armés !

Il est urgent que les Dirigeants de l'Union se rendent compte qu'il est de leur devoir absolu de s'attaquer à tout ce qu'il y a lieu de faire pour que notre défense nous mette à l'abri des attaques russes sans avoir à faire appel à un de plus en plus hypothétique soutien américain.

L'Opération Militaire Spéciale russe contre l'Ukraine, devenue finalement *Guerre*, a d'abord renforcé les liens entre les membres de l'Union et leur a fait prendre conscience de notre vulnérabilité face à une Russie dont le Président nourrit des ambitions de conquêtes folles. Il faut d'urgence le mettre face à un mur armé !

L'unité retrouvée ne dura guère et, au lieu de penser « *Défense de l'Union* », les pays les plus exposés, la Pologne et l'Allemagne notamment, ont décidé de s'armer dans la précipitation – sans se concerter avec les autres – et en ignorant les armes européennes. Comme nous venons de le voir, ces décisions sont des erreurs militaires graves, d'autant plus qu'elles sabordent les industries de défense européennes et celles des nouvelles hautes technologies !

Quand, d'une part, on voit la Russie se réarmer à tout va avec un Poutine ragaillard par la mollesse, la lassitude, les divisions de l'Occident et, d'autre part, l'élection probable en novembre 2024 aux États-Unis de Donald Trump qui, nous détestant et ayant une grande affinité avec son homologue Russe, risque fort de décider de nous laisser seuls, face à la Russie et dans l'incapacité, en l'état, de soutenir l'Ukraine, il est urgent de se réveiller ! Sans une profonde réorganisation en 2024, 2025 a toutes les chances d'être l'année du début de notre délitement !

Poutine à Moscou, Trump à Washington en 2025, c'est l'agonie de l'UNION !

... Sauf si l'Organisation d'une Défense commune se met en place intelligemment dès 2024.

Espérons que cette funeste perspective fasse sortir rapidement les inconditionnels des États-Unis de leur aveuglement !

Le schéma préconisé pour créer la Défense Européenne est simple, et basé sur ce qui existe :

1. La partie « européenne » de l'OTAN ;
2. Les armées françaises qui, certes, sont assez squelettiques dans le cadre d'une confrontation de haute intensité et de longue durée, mais elles sont les seules qui soient aguerries et qui couvrent l'ensemble des domaines militaires, y compris la dissuasion nucléaire et des bases hors d'Europe ;
3. Les moyens dont disposent les autres armées permettront de les renforcer, toutes devenant européennes sous le « *Commandement Intégré Européen* » de l'OED... Depuis le temps que les pays de l'Union dépensent collectivement des centaines de milliards tous les ans, il doit bien y avoir de quoi battre les Russes ! Les actions pour y parvenir sont précisées plus loin.
4. Si la décision était prise en mai, l'OED pourrait être opérationnelle pour la fin de l'année.

Il est important de noter que les performances de nos armes sont très souvent nettement supérieures à celles des Russes et qu'ils ont des difficultés, voire des impossibilités, pour obtenir certains composants des dernières technologies.

Partage de l'OTAN

4 au 11 février 1945 : YALTA. L'Union Soviétique et les États-Unis se partagent l'Europe.

4 avril 1949 : Signature du Traité de l'Atlantique Nord pour se prémunir d'attaques de l'Union Soviétique, qui a conduit à créer « *l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord* », OTAN, à vocation DEFENSIVE de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord.

2022 : L'Union Soviétique, qui a implosé entre-temps et dont la majeure partie est devenue la Fédération de Russie, dispose d'une puissance militaire conventionnelle importante, qui s'est révélée être obsolète et très mal commandée. Quant à son art de la guerre, il datait de la première moitié du siècle dernier : guerre de tranchées, gaz (interdits), tout détruire, et surtout les populations civiles, déporter les survivants... au mépris de toutes les conventions internationales ! Mais, elle a beaucoup appris de ses déconvenues en Ukraine la première année, sans pour autant réussir à vaincre une Ukraine à court de munitions, sans aviation et des effectifs très inférieurs en nombre.

Elle dispose aussi d'un énorme arsenal nucléaire, mais est-il réellement opérationnel ?

La Chine est devenue une Grande Puissance économique et militaire aux grandes ambitions.

L'Europe occidentale a des dépenses militaires au même niveau que celles de la Chine, trois à quatre fois celles de la Russie pour un résultat nul ! C'est invraisemblable !

2024 : L'OTAN a garanti la paix, une paix que l'on pensait définitive... jusqu'au 24 février 2022, date à laquelle M. Poutine a déclenché une « *Opération Militaire Spéciale* » dans le but d'annexer l'Ukraine. Heureusement, ce fut un échec grâce à la détermination, à l'ingéniosité, au courage des Ukrainiens et de leur Président, bien aidés par des formations et des armes occidentales. Mais les hostilités sont loin d'être terminées.

Cette « *Opération* », et bien d'autres projetées par Poutine, nous obligent à tourner au plus vite la page de cette longue période de paix, et à repenser toutes nos institutions et leurs organisations sans hésiter à les dissoudre pour en créer de nouvelles, en évitant les pièges dans lesquels elles sont actuellement, par imprévoyance et candeur.

Dans un monde où les autocraties ne respectent ni leurs engagements ni les traités internationaux ; où le mensonge et la corruption sont leur mode de fonctionnement ; où elles veulent éliminer les démocraties, il est impératif que celles-ci deviennent responsables et cessent d'être naïves, crédules... et de ne penser qu'au commerce que l'on croyait – à tort – porteur de paix.

L'Union doit d'urgence devenir adulte, responsable et s'imposer sur tous les plans !

« Il ne faut pas humilier la Russie » alors que son Président nous manipule depuis plus de vingt ans, et le protéger d'une défaite pour éviter les incertitudes, les risques, qui en découleraient : c'était surréaliste ! Les Occidentaux ont l'art de ne pas résoudre les problèmes quand ils devraient l'être : on en voit les conséquences des années plus tard, comme en Palestine, en Corée, etc. ! ... Et en Ukraine à la suite de l'annexion de la Crimée puis du Donbass.

Si nous avions fourni les armes quand les Ukrainiens les demandaient, la guerre se serait terminée fin 2022 ou mi 2023. La contre-offensive ukrainienne a échoué faute d'avoir pu la faire au printemps 2023 par manque des armes, des munitions, des avions promis, ce qui a donné du temps aux Russes pour réaliser une triple ligne de fortifications sur toute la longueur du front.

Tout ça à cause d'un manque de réactions de l'Occident, de supposées lignes rouges et des éventuelles conséquences de la chute probable du pire régime qui puisse être...

Poutine rêve d'un second Yalta... l'Europe étant le gâteau que les deux puissances militaires se partageraient bien volontiers à nouveau ! Et il semblerait ça ne gênerait pas la plupart de nos dirigeants qui s'en remettent aveuglément à notre « tuteur », oubliant que d'un côté il y a un océan et beaucoup d'intérêts économiques qui nous séparent, alors que de l'autre côté, il n'y a qu'une ligne aisée à franchir sur des milliers de kilomètres. Quelle inconscience ! Quelle lâcheté !

Revenons à l'OTAN qui nous protégeait. Nous protège-t-il encore ? Nous protégera-t-il encore longtemps ??

Il y a au moins sept raisons qui nous imposent d'avoir notre propre Défense :

1. La Russie a une armée en partie obsolète, et une économie qui va lourdement pâtir de sa démographie d'autant plus vieillissante que sa guerre en Ukraine lui aura fait perdre plusieurs millions d'actifs, tués, gravement blessés, ou émigrés. Mais cela n'empêchera pas son Président de mener des actions de moindre intensité, en s'appuyant sur les Russes, Russophones et Russo-philes dans les pays qu'il rêve de reprendre, et en multipliant ses chantages au nucléaire...

2. Les pays européens, regroupés au sein de l'Union, forment une grande puissance économique qui a tous les moyens militaires nécessaires pour dissuader les agresseurs éventuels et se défendre en cas d'attaque ; pour exister et être respectée au niveau international ; pour contribuer à rendre ce monde moins violent et moins injuste ; et pour son amour-propre !

3. La zone stratégique des États-Unis n'est plus en Europe. Elle est maintenant en Asie en raison de leur rivalité avec la Chine en passe de les rattraper, voire de les dépasser à terme. L'Union Européenne est aussi concernée par cette zone au titre de la protection des voies maritimes et des territoires français qui s'y trouvent : un million six cent mille habitants et une zone économique exclusive de neuf millions de km². Pour ces raisons, la France participe à leur surveillance et à des manœuvres militaires avec les Américains et des pays amis de la région.

4. Un des membres de l'OTAN, la Turquie, n'est pas fiable, joue les francs-tireurs, a des comportements très inamicaux avec des membres de l'Union, flirte avec la Russie et voudrait reconstituer l'ex Empire ottoman, mais l'Organisation ne dispose pas d'une clause lui permettant d'exclure un membre, et les Américains y ont des bases militaires importantes, avec du nucléaire.

5. Les dérives de plus en plus antidémocratiques et sectaires du parti Républicain américain, soumis aux pressions du clan Trump, et sa potentielle victoire en novembre 2024, n'augurent rien de positif pour nous, bien au contraire. D'autre part, si l'OTAN n'existait pas, je doute fort qu'il viendrait à l'idée d'un seul Américain de la créer.

6. Les Américains veulent pouvoir disposer de l'essentiel de leurs forces pour la zone Indo-Pacifique à cause de la Chine et de Taïwan. Sans compter les autres zones de conflits dans lesquelles ils sont impliqués, dont la Palestine.

Nous devons les comprendre, mais pourquoi nous empêcheraient-ils de développer notre propre défense qui pourrait venir, si nécessaire, en complément de la leur en Asie ou ailleurs, et renforcer le camp des démocraties qui en a bien besoin ? Certes, ils perdraient progressivement un important débouché pour leurs industries de l'armement.

7. Partiront-ils d'Europe comme ils sont partis d'Afghanistan ?

Pour toutes ces raisons, il serait beaucoup plus rationnel de partager l'OTAN en deux entités, l'une américaine, l'autre européenne, qui seront alliées et avec des participations croisées. Il s'agirait d'une séparation amiable, pas d'un divorce, avec l'engagement à se soutenir mutuellement si nécessaire.

L'entité européenne créera l'Organisation Européenne de Défense, qui conservera de l'OTAN l'essentiel de son organisation, de ses standards, de ses effectifs, des bases qui sont dans les pays de l'Union et dans les pays candidats à l'adhésion. Puis, des pays amis proches, pays de l'OTAN ou pas, pourront se joindre à elle avec des statuts à préciser... mais sans oublier de définir les niveaux de pouvoir de décision de chacun et les clauses d'exclusion.

L'autre entité, américaine, appelée provisoirement « O2A : Organisation Américaine pour l'Asie » restera sous commandement américain en attendant l'évolution qui ne manquera pas de se produire. Quant aux bases américaines sur le sol de l'Union et de ses postulants, logiquement elles devraient se replier progressivement sur d'autres zones, en Asie ou ailleurs.

Je pense que ces deux entités, solidaires, seront beaucoup plus efficaces et pertinentes pour tenir tête à la Russie et à la Chine. Elles permettront d'avoir deux groupes distincts de pays démocratiques... et une Union Européenne, enfin adulte, qui deviendra la Troisième Puissance Mondiale ! Les forces conventionnelles européennes pourraient être assez rapidement opérationnelles face à celles de la Russie et les États-Unis seraient pour nous une réassurance... avec réciprocité !

Quatre pays au moins plus l'Union devraient se retrouver dans l'organisation sœur avec un titre de Partenaire : les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne pour l'OED, la Commission européenne et la France pour l'O2A. Ainsi, il n'y aurait plus une organisation militaire bâtarde, ne couvrant officiellement qu'une partie du monde et qui infantilise l'Europe, créée pour faire face à un ennemi très puissant qui n'existe plus vraiment, mais deux organisations alliées, ayant un accord d'assistance mutuelle.

Autre avantage : en ayant deux organisations bien distinctes, nous devrions éviter que les erreurs commises par l'une soient reprochées aussi à l'autre, comme c'est le cas actuellement. Contrairement à ce qui se passe dans le cas de la Chine et de la Russie.

Pour conclure ce chapitre :

– Quand on pense que notre destin est entre les mains des électeurs de l'Amérique profonde car leur système électoral surreprésente les petits États, et que nous, Européens, continuons à compter aveuglément sur eux pour assurer notre sécurité et nos libertés, en partie à leurs frais et avec leur sang... C'est totalement irresponsable !

– Notre Union sera une puissance militaire d'un niveau équivalent à celui de son économie... pour ne pas risquer de guerre sur son sol, et elle a la chance de disposer de la composante nucléaire française, indépendante, qui est maintenue à un niveau très dissuasif. Elle se situe au quatrième rang mondial et pourra être développée dans le cadre de l'OED. Elle devra remplacer les ogives américaines qui sont dans l'Union, en Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, et se positionner de façon à bien couvrir La Famille Européenne.

– Dans les zones Europe Centrale, Afrique, Moyen-Orient, les interventions devraient être couplées à de l'aide au développement et à de la formation scolaire et professionnelle pour lutter contre la surpopulation, la misère, le terrorisme, les grands Prédateurs que sont la Russie, la Chine, la Turquie...

– Je pense que nous, Européens occidentaux, mais surtout d'Europe centrale, sommes mieux à même que nos amis Américains de gérer nos relations avec la Russie, surtout si elle sait que notre puissance militaire conventionnelle est supérieure à la sienne et que les États-Unis sont derrière nous en cas de besoin, comme nous pour eux.

– Il est à craindre que les prochaines attaques des autocraties de l'Est se fassent simultanément sur Taïwan par la Chine et sur des pays européens par la Russie. Aussi, faut-il mieux avoir deux fers au feu qu'un seul et, comme eux, être deux entités complémentaires au lieu d'une seule.

– L’Organisation Européenne de Défense se fera sans coûts supplémentaires notables dans la mesure où le budget total des vingt-sept est déjà au niveau de celui de la Chine, qu’il s’agit surtout d’une question d’organisation, de rationalisation, de gestion des moyens et des hommes... et d’un financement équitable des vingt-sept pays, contrairement à ce qui se passe jusqu’à présent.

– Nous devons cesser d’urgence d’être une Union désunie de commerçants inconséquents, qui raisonnent uniquement au présent, en ignorant le futur et les « ambiguïtés stratégiques », et qui se refusent à réaliser qu’à nos frontières, il y a une autocratie qui veut nous détruire.

Quand l’Union aura-t-elle enfin la clairvoyance et la fierté de déclarer son Indépendance ?

Poutine prétend qu’il ne lutte pas contre l’Ukraine, ni contre l’Europe, mais contre les États-Unis. C’est évidemment plus valorisant pour lui, surtout si, au final, il est vaincu.

Un échec dans les conditions actuelles ne l’empêcherait pas de réattaquer dans quelques années un autre, ou d’autres pays européens, en comptant sur une prise de contrôle d’un pays en quelques jours, ou sur une défection américaine.

En revanche si, comme cela devrait être, sa défaite était l’œuvre de l’Armée unifiée européenne, sans intervention américaine ni de l’OTAN, ce serait très vexant pour lui, et devrait calmer ses velléités de nouvelles tentatives de conquêtes.

Dernier point : ne cédon pas à ses menaces nucléaires car, sinon, nous actons la mort des démocraties et des pays non nucléarisés.

Vingt-sept Armées indépendantes

Une caricature parfaitement irréfléchie !

Quelle serait la puissance de l'armée américaine si elle était composée de cinquante armées ? Les armées doivent être conçues pour la guerre, pas pour les défilés mémoriels en temps de paix.

Avec nos vingt-sept armées indépendantes, dispersées, non coordonnées, la plupart inaptes au combat, chacune soumise en cas de conflit aux décisions de son gouvernement et de ses parlements, nous serions les Curiaces de la phase II... ce qui n'est pas envisageable !

BUDGETS MILITAIRES DES VINGT-SEPT

Avant d'aborder l'Organisation préconisée de la Défense de l'Union, il me paraît indispensable de faire un point sur l'existant et d'indiquer la part du Produit Intérieur Brut (PIB) consacré par chaque Pays aux dépenses militaires en 2022 (sources OTAN / SIPRI / EUROSTAT).

C'est simplement édifiant, et montre combien nous sommes loin de « faire Union » !

Selon les sources, les montants varient un peu mais restent du même ordre.

La moyenne des budgets militaires en % des PIB pour les :

- Neuf pays les plus riches est de 1,07 %
- Neuf pays suivants est de 1,55 %
- Neuf pays les plus pauvres est de 2,16 % !

À titre de comparaison, ceux des principaux pays occidentaux :

- Les États-Unis sont à : 3,52 % (811 milliards US\$)
- Le Royaume-Uni est à : 2,29 % (73 milliards US\$)
- La France (11^e PIB/tête) est à : 2,10 % (59 milliards US\$)
- L'Allemagne (8^e PIB/tête) est à : 1,53 % (65 milliards US\$)
- L'Italie (12^e PIB/tête) est à : 1,41 % (30 milliards US\$)

Les contributions des pays au PIB de l'Union (PIB), au Budget Militaire (BM) et le Rapport BM/PIB en 2022 étaient les suivants :

	PIB	BM	BM/PIB
– Les neuf plus riches :	48 %	41 %	0,85
– Les neuf du milieu :	40 %	43 %	1,075
– Mes neuf plus pauvres :	12 %	16 %	1,33

Parmi les neuf pays les plus riches, figurent les paradis fiscaux internes à l'Union !

Un sérieux rappel à la morale s'impose !

La règle d'une vraie Union voudrait – au minimum – que tous les pays aient le même pourcentage de leur PIB consacré à la défense. Mais il me paraîtrait plus équitable de pondérer le taux de chaque pays par son indice de richesse, ce qui augmenterait la charge pour les plus riches, et la diminuerait pour les plus pauvres. Ce serait d'autant plus normal qu'il sera quasi certain que les combattants seront majoritairement composés de ressortissants des pays les plus pauvres.

Tableau des PIB par habitant, des Budgets Militaires en % du PIB classés par ordre croissant, et de l'Indice de Richesse des pays.

Pays - 2022	PIB/hab.	B M. %	Ind. Rich.
Irlande	82 400	0,25	3,98
Malte	36 000	0,50	1,74
Luxembourg	92 000	0,57	4,44
Autriche	44 100	0,87	2,13
Espagne	30 000	1,02	1,45
Belgique	42 500	1,12	2,05
Suède	41 800	1,19	2,02
Finlande	38 400	1,26	1,86
Slovénie	32 500	1,28	1,57
Danemark	48 000	1,41	2,32
Italie	33 700	1,41	1,63
Tchéquie	32 000	1,42	1,55
Pays-Bas	45 600	1,45	2,20
Allemagne	41 100	1,53	1,99
Portugal	27 200	1,54	1,31
Bulgarie	20 700	1,56	1,00
Hongrie	27 300	1,60	1,32
Slovaquie	23 600	1,73	1,14
Chypre	32 400	1,91	1,57
Roumanie	27 200	2,02	1,31
Lituanie	31 700	2,03	1,53
France	35 700	2,10	1,72
Pologne	27 900	2,10	1,35
Lettonie	26 100	2,27	1,26
Estonie	30 600	2,28	1,48
Croatie	25 800	2,79	1,25
Grèce	23 900	3,82	1,15

Le SIPRI, Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm, collecte les budgets militaires de tous les pays.

En 2022, en milliards de US\$, les principaux budgets étaient :

USA	811,6	France	57,0
Chine	298,0	Italie	34,6
Inde	81,0	Espagne	21,0
Russie	72,0	Pologne	16,8
Royaume-Uni	70,0	Pays-Bas	15,7
Allemagne	57,8	<i>U E</i>	<i>1 868 M€</i>

Le budget total de l'Union s'élevait à 270 milliards, soit 3,75 fois celui de la Russie ! Ses coûts doivent être très inférieurs aux nôtres, et elle dispose des stocks d'armes colossaux hérités de l'URSS, stocks que sa guerre contre l'Ukraine a dû largement entamer. Mais, avec un budget aussi faible, avant corruption, comment peut-elle financer ses armées, développer des armes très coûteuses et maintenir opérationnel son énorme stock de têtes nucléaires ? Mystère !

Il est aussi intéressant de noter que la moyenne d'âge des principaux concepteurs de ses armements les plus sophistiqués serait très élevée et que leur relève ne serait pas assurée !

Nos 270 milliards de 2022 se répartissaient en 14 % pour les onze pays d'Europe Centrale et 86 % pour les seize de l'Europe de l'Ouest.

La même année, le Produit Intérieur Brut des 27 était de 15 810 milliards. 2 % consacrés au budget de la Défense auraient donné 316 milliards, soit 6 % de plus que le budget chinois, et 3 % auraient donné 474 milliards !

Dépenser 270 milliards et ne pas être capable d'assurer la défense de l'Union, c'est tout simplement une honte ! Nos plus hauts responsables pourraient-ils réaliser rapidement le ridicule dramatique de cette situation et revoir toute l'organisation de la défense de l'Union qui doit impérativement devenir autonome et intégrée ? Et cesser d'acheter ses armes à l'étranger.

Indication : l'Allemagne, la France et l'Italie représentent 47 % de la population de l'Union, 53 % du PIB et 55 % du budget militaire de l'Union.

En conclusion, l'organisation militaire européenne actuelle est la pire que l'on puisse imaginer... avec un budget très conséquent pour un résultat potentiellement nul !

En fait, comme les décisions militaires sont prises à Washington et que nous n'avons aucune possibilité de peser sur elles, en l'état actuel des choses, nos dépenses militaires financent l'armée américaine et son industrie militaire !

Comme marché de dupes, il est difficile de faire mieux !

Cependant, ce montant de 270 Mrds a un côté réconfortant car il montre qu'avec une organisation pertinente, nous pourrions avoir une défense très forte sans dépenser plus ! Et, en faisant contribuer les plus riches au moins autant que les plus pauvres, nous aurions encore plus !

Si nous présentions notre volonté d'avoir une défense autonome, avec un projet tel que celui que je vais présenter, tout en restant alliés, et avec des participations croisées dans nos organisations respectives de défense, je pense que l'opinion publique américaine ne pourrait que s'en féliciter. Ce serait un élément très positif pour Joe Biden si cela se décidait et – s'engageait – avant l'élection du 5 novembre 2024, la mise en œuvre de la séparation amiable pouvant ensuite s'étaler sur un à deux ans.

Le deuxième trimestre 2024 serait idéal pour lancer cette opération, en discuter avec les Américains et l'OTAN, puis l'annoncer avant l'élection des députés européens, élection qui pourrait, peut-être, la valider.

Le changement d'organisation se ferait ensuite, à un moment où la Russie sera très occupée et affaiblie par sa guerre en Ukraine et ses conséquences.

Une décision de principe prise en mai permettrait d'être opérationnel fin 2024 !

Lignes rouges

Le nucléaire est une arme dissuasive pour les Démocraties, et **une arme de conquête pour les Autocraties !**

Beau thème de réflexion pour les Stratèges occidentaux.

Mais surtout un danger mortel pour les Démocraties et les pays non nucléarisés.

Conclusion : nous ne devrions pas nous imposer des lignes rouges et s'interdire d'intervenir directement en Ukraine, dans la limite de ses frontières d'avant 2014. Je pense qu'il faudrait que ce soit la France et la Pologne qui entrent en Ukraine, plutôt que l'OTAN. Et intervenir très rapidement car Poutine, ne pouvant pas vaincre l'Ukraine, cherche à la détruite totalement, sa population comprise.

Défense : Organisation préconisée

« Si tu veux la paix prépare la guerre. »

L'Union pourrait envisager sa défense de trois façons :

1. Une Armée européenne ;
2. Vingt-sept armées indépendantes ;
3. Vingt-sept armées sous un « Commandement Intégré », sur le modèle de l'OTAN.

La réponse me semble évidente :

- Une armée européenne impliquerait d'être un État Fédéral. C'est un objectif trop lointain ;
- Des armées indépendantes seraient une option irresponsable, ruineuse, inefficace, non crédible par nos adversaires. Sans l'OTAN et la participation américaine, c'est inenvisageable, et c'est une solution qui saborde nos industries de défense et de hautes technologies, comme actuellement.
- Reste la troisième option.

Il faut bien avoir conscience qu'une armée efficiente est infiniment plus que des chars, des avions, des soldats, etc. alignés dans des casernes ou sur des champs de bataille. La « deuxième armée du monde » en a fait une démonstration éclatante en Ukraine en 2022, et les Ukrainiens sont très lourdement handicapés par la grande diversité des matériels dont ils disposent... ou pas !

Il faut donc d'urgence instituer un « COMMANDEMENT INTEGRE », qui est précisément le rôle dévolu à l'Organisation Européenne de Défense, OED, présentée dans ce chapitre.

Il est indispensable aussi que les soldats soient encadrés par des sous-officiers et des officiers bien formés, aguerris, proches d'eux, et qui disposent d'une grande autonomie sur leurs zones de combats. Outre les décisions relevant des plus hautes autorités de l'Union ou des États qui doivent être prises très rapidement et dans un grand secret. Ceci est inenvisageable s'il faut l'accord des vingt-sept, accords soumis aux gouvernements puis aux Parlements pour la plupart d'entre eux. Par ailleurs, pouvons-nous croire en la pertinence d'une armée, sans une autorité supérieure unique, quand elle est composée de troupes de vingt-sept nationalités parlant vingt-quatre langues, soumises à autant de gouvernements et de parlements, qui, pour des raisons géographiques, historiques ou politiques ont leurs propres avis à l'égard des conflits potentiels, voire refuseraient ou n'auraient pas le droit d'intervenir en raison de leur Constitution ?

Il faudra aussi, pour que nos armées soient performantes, concentrer l'essentiel des moyens et des efforts sur celles des quelques pays prêts à s'engager là où ce sera nécessaire, pour notre sécurité, dans le cadre de nos alliances, ou pour des causes humanitaires.

À ce jour, la France est le seul pays de l'Union à disposer d'une armée complète, opérationnelle, avec une hiérarchie et des troupes aguerries par l'épreuve du feu. Elle dispose de l'arme nucléaire avec ses vecteurs, de bases à l'étranger, d'une marine et de sous-marins nucléaires sur et sous la plupart des zones hostiles du monde.

Le Président français, chef des Armées, a le pouvoir de l'engager sans consulter son gouvernement ni son parlement. En revanche, elle n'est pas aujourd'hui équipée pour des conflits de haute intensité et de longue durée mais, n'étant pas seule, d'autres pays de l'Union disposent des compléments indispensables.

Aussi devra-t-elle jouer un rôle central dans la création de l'OED, d'autant qu'elle lui apportera une crédibilité nucléaire dès sa création.

De même, l'expérience des officiers ukrainiens sera précieuse pour l'organisation de notre défense. Précieuse aussi, « l'Opération militaire spéciale » qui est riche d'enseignements. Nous avons eu sous nos yeux un condensé de ce qu'il fallait faire, montré par les Ukrainiens, et ne pas faire, montré par les Russes de la première année de guerre.

Cette guerre nous a également montré combien l'encadrement des soldats est important pour le bon déroulement des opérations, pour leur comportement au combat, et pour leur moral.

J'ai aussi été très frappé par l'attitude de nos hauts responsables : la lenteur de leurs réactions, leur inconscience, leur insouciance, comme s'ils regardaient une fiction ! **Et, en s'étant mis des lignes rouges en raison du nucléaire russe, ils ont fait de cette arme de dissuasion une formidable arme de conquête pour les autocraties... sans avoir à l'utiliser !**

Nous aurions dû nous mettre très vite en état de guerre, d'autant que Poutine avait annoncé à plusieurs reprises la liste de ses prochaines conquêtes qui concernent des pays de l'Union.

Par ailleurs, rien n'a été anticipé au sujet de la fourniture des équipements alors qu'il était évident que l'Ukraine n'avait pas les moyens de résister aux Russes sans notre aide. Nos États-Majors pouvaient prévoir les armes nécessaires à l'Ukraine, notamment les munitions, pour vaincre la Russie, et se consulter entre eux afin qu'avant même qu'il ne soit décidé de les leur fournir, ou pas, nous aurions pu, dû, les recenser, les préparer et former des Ukrainiens afin de les leur livrer dès la décision prise, et non pas six mois à un an après, avec des milliers de morts en plus... sauf si l'objectif des Américains était d'utiliser les Ukrainiens pour *user* le plus possible les Russes... mais à quel prix pour l'Ukraine ! Il est impératif que la Russie soit défaite rapidement, sinon ce sera l'Ukraine, puis les suivants dans la liste de Poutine qui le seront !

Le facteur TEMPS est primordial en temps de paix, et plus encore en temps de guerre. Il devrait toujours être à l'esprit des personnes impliquées dans les processus de décision et d'action.

Dès sa création, l'OED devra recenser les armes et les munitions possédées par les 27 pays en notant leur état afin de voir ce qu'elle devra conserver pour sa défense, et ce qu'elle pourra donner aux Ukrainiens car, leur gestion globale permettra très certainement de dégager des surplus et des matériels réformés qui pourraient encore être utilisés en Ukraine, faute de mieux. Il faudra aussi recenser les commandes en cours et les effectifs aptes à combattre.

ORGANISATION EUROPEENNE DE DEFENSE

1. Création d'un Comité de Défense composé des pays du Comité de Direction, du Commissaire à la Sécurité, du Chef d'État-major de l'OED et de ceux des cinq Régions Militaires, plus un haut responsable Ukrainien, au titre d'invité.

Il sera coprésidé par le Président de l'Union et le Président français, en raison de ses capacités militaires opérationnelles et, surtout, de sa dissuasion nucléaire.

2. Création de l'Organisation Européenne de Défense (OED) et du COMMANDEMENT INTEGRE EUROPEEN des armées des pays de l'Union, des pays candidats et de pays amis associés dont, espérons-le, le Royaume-Uni, ce qui serait très souhaitable pour nous comme pour lui.

3. Partage de l'OTAN entre l'OED et l'O2A (*Organisation Américaine pour l'Asie, nom provisoire pour la partie de l'OTAN qui ne fera pas partie de l'OED*).

L'OED reprend l'OTAN située dans l'Union : ses bases, son organisation, ses standards, son personnel autochtone. Pour les bases hors de l'Union actuelle, les décisions seront prises au cas par cas.

4. Accord OED – O2A : *L'accord de partenariat portera essentiellement sur une assistance réciproque en cas de conflits majeurs et sur des participations croisées : États-Unis, Canada, Royaume-Uni dans l'OED, Union et France dans l'O2A, afin de garder des liens étroits et de bien connaître les problèmes de l'autre.*

5. Organisation des armées de l'OED : les armées seront réparties en quatre catégories afin d'être complémentaires entre elles et aussi performantes que possible dans leurs domaines. Elles seront dirigées par leur hiérarchie nationale, sous l'autorité militaire de l'État-major de l'OED :

5.1. Les armées équipées, formées, entraînées pour les combats de haute intensité : essentiellement les moyens et grands pays du flanc est de l'Union exposés à la Russie.

5.2. Les armées destinées aux domaines logistiques : transports, travaux, maintenances, intendances, santé, etc., en appui des opérations menées par les armées combattantes précédentes ;

5.3. Les armées destinées aux combats asymétriques qui auront tous les moyens nécessaires pour être autonomes et intervenir très rapidement loin de leurs bases ou en renfort des deux armées précédentes (opérations spéciales, etc.) : la France, l'Italie, l'Espagne... ?

5.4. Les Armées des petits pays se spécialiseront, notamment dans les drones, les cyberdéfenses et attaques, etc. Elles interviendront en support des trois autres, et/ou leur serviront de bases arrière.

Les renseignements, les cyberdéfenses et attaques, la gestion des réseaux sociaux, le médical, les *psys*, les formations civiles, les aides au développement, etc. seront gérés en commun, et en support dans les conflits. Tous les pays seront concernés, sous l'égide de l'OED ou d'ONG.

6. Financement de l'OED : Le financement de tous les budgets militaires, le spatial, la sécurité, les interventions, les investissements dans ces domaines, ainsi que la Recherche & Développement, sera pris en charge par la Commission. Chaque pays lui versera une contribution basée sur un pourcentage de son PIB, pondéré par son indice de Richesse/Pauvreté.

Ainsi, la Commission financera les achats de matériels, européens agréés par l'État-major de l'OED, et étrangers en l'absence de solution européenne dans des délais raisonnables.

Toutes les grandes puissances militaires ont leur propre industrie de défense, c'est fondamental pour la disponibilité des équipements, la sécurité et pour avoir les versions les plus performantes. Il ne peut pas en être autrement pour l'Union, outre les retombées techniques et économiques très importantes, indispensables pour notre développement et pour notre indépendance. Il faut aussi savoir qu'un choix de matériel engage les armées pour plusieurs décennies, et que nos armes ne doivent être soumises à aucune restriction, autorisation ou limitation de pays étrangers, tout comme les interventions, qui seront décidées par le Comité de Défense.

La Défense Européenne doit être totalement autonome, comme le sont celles des autres Grandes Puissances !

Un Commissaire, qui sera, si possible, un haut gradé aguerri, sera chargé de la Sécurité, avec un rôle de coordonnateur et d'animateur. Un autre Commissaire sera chargé du tissu industriel lié à la Défense et à l'Espace. Tous deux seront en liaisons étroites avec leurs homologues des pays de l'Union et avec les États-majors de l'OED, le premier prenant en charge les aspects administratifs et financiers, le second les aspects techniques et industriels, tous deux agissant sous l'autorité du Comité de Défense qui prendra toutes les décisions de son ressort, les États lui ayant donné une délégation permanente dont les contours auront été bien définis.

Le budget militaire devra servir aussi à développer une industrie militaire et spatiale au meilleur niveau, avec nos propres composants. Il faudra structurer nos industries autour des meilleures compétences dans chaque domaine afin que nos armées soient équipées pour l'essentiel en matériels européens compatibles, communicants et très performants, aux normes OED/OTAN.

Il sera très souhaitable, sinon nécessaire, de disposer de deux, voire de trois, filières indépendantes pour chaque type d'équipements importants, qui soient en partie complémentaires mais substituables. Il est aussi important de rappeler que la R & D pour le militaire et le spatial permettent de se maintenir aux meilleurs niveaux dans la plupart des technologies de pointe et qu'elles ont de nombreuses retombées dans le civil, si on y consacre suffisamment de moyens !

En matière militaire, on n'exporte que les matériels qui équipent ses propres armées. Ces exportations abaissent les prix de revient et contribuent aux financements des recherches et des développements. Elles sont très précieuses pour le développement de nos industries militaires. Les autorisations d'importer et d'exporter des matériels militaires ou de haute technologie relèveront, non des pays, mais du Comité de Défense.

Jean-Yves Le Drian, cinq ans Ministre de la Défense du Président Hollande, puis cinq ans Ministre des Affaires étrangères du Président Macron 1, a dit au sujet des ventes d'armes :

« C'est qu'il y va de notre sécurité. Pour être maître de notre défense, il faut en avoir les moyens, et cela coûte très cher en recherche et développement. Il faut donc trouver des partenaires stratégiques, avec des contrats fermes pour moderniser et renouveler notre outil. »

Il est urgent d'arrêter l'individualisme, où chacun développe ses propres armes ou les achète à l'étranger, ce qui est un pur gâchis, une source de corruptions, une aberration si l'on veut que nos armées puissent combattre ensemble et sans être soumises à des autorisations ou à des interdictions par les fournisseurs étrangers. Il faut aussi penser aux logiciels, aux pièces détachées, aux supports dans les zones de combat, à leurs évolutions techniques, aux formations et aux logistiques sur les champs de bataille, aux redondances. Et penser à l'aspect économique pour l'Union dans son ensemble : tout achat à l'étranger est une perte sèche pour son économie. Acheter dans l'Union, c'est plus de PIB et de ruissellement de PIB, donc plus de richesse. Par ailleurs, comment vendre nos avions, nos chars, etc. si nous achetons ceux de nos concurrents pour notre propre usage ? C'est tout à la fois une aberration militaire et un suicide économique !

7. Nucléaire militaire : Le nucléaire militaire est indispensable dans un monde où de plus en plus de pays en disposent, ou en disposeront. La France est le seul pays de l'Union à le détenir, et en pleine propriété. Arme dissuasive par excellence à condition de rester ambigu à son sujet. Ce nucléaire *français* deviendra *européen* quand l'organisation de l'OED sera opérationnelle. Il pourra alors être développé, mais devra rester géré par la France sous mandat de l'État-major de l'OED / du Comité de Défense. Il devra remplacer les ogives *américaines*, et les vecteurs, avions, sous-marins, lanceurs terrestres et navires de surface, devront être exclusivement européens.

Les ogives nucléaires ne sont pas des bombes comme les autres. Elles ne peuvent être larguées qu'après leur activation par la plus haute autorité du pays qui les a produites et par celle du pays qui les détient ! Les deux pays seraient responsables au regard de l'ennemi visé. Même chose pour les futures bombes françaises qui engageront l'Union et la France : elles seront activées par les Présidents de l'Union et de la France. Ainsi, s'équiper aujourd'hui d'avions américains pour pouvoir embarquer leurs bombes est un non-sens, d'autant que tout lancement d'une bombe nucléaire doit être coordonné par l'État-major avec les autres lanceurs, et particulièrement avec les sous-marins dont les positions ne sont connues que de rares officiers supérieurs des États-Majors, respectivement américains, anglais ou français.

Rappelons que le nucléaire est une arme dissuasive – et une arme de CONQUETE – pour les États voyous. Belles perspectives ! Il serait opportun que nos démocraties se préoccupent sérieusement du sujet car les conséquences vont devenir dramatiques pour elles, notamment.

8. OED-P : P pour Proximité. L'Union a en sa périphérie des États amis, plus ou moins associés à Elle à des titres divers. Je suggère que l'OED leur soit ouverte avec des modalités à convenir au cas par cas. Je pense aux candidats et futurs candidats à l'adhésion à l'Union, aux membres de l'EEE, au Royaume-Uni, à l'Islande, au Groenland, à la Suisse...

Une idée pourrait être une adhésion partielle à l'Union, pour le militaire, le spatial, la sécurité et le renseignement. Et qu'ils aient un représentant au Comité de Défense.

9. Personnel Militaire : Il faut que l'Union se dote d'une armée de métier et d'une réserve, tout en sachant que la majorité des combattants se recruteront dans les pays les plus pauvres, en raison des soldes qui seront relativement élevées (pour eux) et que la plupart d'entre eux recevront des formations techniques leur assurant un métier qualifié à leur retour à la vie civile.

Une partie des soldes pourraient être versées à un compte épargne géré par un Fonds souverain de l'Union, notamment en vue de leur retraite, un des buts étant d'éviter les évasions liées à la corruption ou aux plaisirs immédiats. Ainsi, leurs pays bénéficieraient d'une contribution indirecte à leur développement, substantielle et légitime.

10. Régions militaires : Les cinq Régions définies précédemment, composées de pays ayant des problématiques assez similaires, seraient aussi des Régions militaires.

Prenons l'exemple des trois Pays baltes : ils sont 6 millions avec un PIB de 125 milliards.

2 % pour la défense font 2,5 milliards et 4 % en font 5 ! Que peuvent-ils faire avec un tel budget face à une agression russe sachant que Tallinn et Riga sont à moins de 200 km de la frontière russe, Vilnius à 25 et Narva sur la frontière avec plus de la moitié de la population ayant des origines russes. En l'état, ils seraient les zakouskis (préférés) de Poutine !

Ils ne peuvent rien faire seuls, d'où l'importance de ces régions militaires en premier secours. On ne doit pas raisonner au niveau des pays mais des Régions et l'OED doit s'organiser en fonction des risques encourus par chaque Région. Les défenses terrestres de la zone attaquée interviendront en premier avec les soutiens des forces aériennes des zones voisines. Puis, les autres zones pourront intervenir si nécessaire. Mais bien évidemment les armes lourdes devront être prépositionnées très majoritairement dans les régions les plus exposées, au nord et à l'est de l'Union.

En plus de la dissuasion liée à une armée forte et bien organisée, dotée d'une forte dissuasion nucléaire de l'avant, il faudra que l'Union annonce les règles suivantes :

En cas d'attaque d'un membre de l'Union ou d'un pays ami :

- **Nous contre-attaquerons sur une profondeur allant jusqu'à 500 km (à fixer) sur les sites stratégiques de l'attaquant, tout en rappelant que l'OED, comme l'OTAN, est une organisation de défense, pas de conquête ;**
- **Nous ne tiendrons aucun compte des chantages au nucléaire, mais réagirons immédiatement en cas d'emploi par l'attaquant.**

11. Bases à l'étranger : Sauf erreur de ma part, la France doit être la seule à avoir des bases hors d'Europe. Ces bases sont nécessaires à une grande puissance et devront sans doute être développées. Comme pour le nucléaire, ces bases devront être cogérées par la France et l'OED.

12. Contributions financières des Pays à la Défense de l'Union

12.1 Contributions pour la transition vers l'OED

Depuis des années, chaque pays devait consacrer au moins 2 % de son PIB à son budget Défense. Rares sont ceux qui s'y sont conformés. Je suggère donc, ce qui ne serait que justice, que chacun contribue à ce financement à concurrence du montant qui résulte du calcul suivant :

$\text{PIB} \times (2\% - \text{taux consacré})$ fait sur un arriéré de cinq ans (à fixer).

Si cette mesure est adoptée, le calcul pourrait être fait sur les cinq dernières années connues ou, comme sur l'exemple ci-après, sur une année et le résultat multiplié par 5.

Pays	PIB	BM %	Rattrapage
2 % - 5 ans	Milliards €	2,00	5
Allemagne	3 867,0	1,53	90,875
Autriche	447,7	0,87	25,295
Belgique	552,5	1,12	24,310
Bulgarie	84,6	1,56	1,861
Chypre	27,0	1,91	0,122
Croatie	67,4	2,79	- 2,662
Danemark	376,1	1,41	11,095
Espagne	1 327,0	1,02	65,023
Estonie	36,2	2,28	- 0,507
Finlande	266,7	1,26	9,868
France	2 642,0	2,10	- 13,210
Grèce	208,0	3,82	- 18,928
Hongrie	170,3	1,60	3,406
Irlande	502,6	0,25	43,978
Italie	1 909,0	1,41	56,316
Lettonie	39,1	2,27	- 0,528
Lituanie	66,8	2,03	- 0,100
Luxembourg	78,1	0,57	5,584
Malte	16,9	0,50	1,268
Pays-Bas	941,2	1,45	25,883
Pologne	654,6	2,10	- 3,273
Portugal	239,0	1,54	5,497
Rep. Tchèque	276,6	1,42	8,021
Roumanie	286,4	2,02	- 0,286
Slovaquie	107,7	1,73	1,454
Slovénie	59,0	1,28	2,124
Suède	557,5	1,19	22,579
TOTAL	15 807,0		365,062

Les pays qui seraient en rouge, donc qui auraient dépensé plus, devraient être remboursés à hauteur des montants ainsi calculés. Les autres devraient verser leur retard à la Commission pour amorcer le Fonds de Défense de l'OED.

12.2. Contributions annuelles des Pays au titre de la Défense

Compte tenu du comportement des pays riches, au moins en ce qui concerne leur participation à la défense, l'Union devra imposer une solidarité entre les membres : je suggère que les contributions à verser à la Commission au titre de la Défense, y compris recherche et développements, interventions, etc. soient définies par un pourcentage du PIB pondéré par l'indice de Richesse/Pauvreté du pays.

Le PIB par habitant en Standards de Pouvoir d'Achat (SPA) est dans un rapport de 1 à 4,44 entre le plus pauvre et le plus riche. Le même calcul basé sur le PIB en euros des pays donne un écart double : 1 à 8,87. Comme les contributions seront en euros, et non en euros SPA, la solution la plus équitable me semble être la pondération sur la base du PIB par habitant en euros.

J'ai donc fait deux simulations pour un budget de 300 Mrds, la première basée sur le seul PIB et la seconde sur le PIB pondéré par l'indice de Richesse/Pauvreté.

Colonne 1 : Liste alphabétique des pays

Colonne 2 : Part du pays au PIB de l'Union

Colonne 3 : Contribution sur la base du PIB

Colonne 4 : PIB pondéré par l'indice de Richesse/Pauvreté

Colonne 5 : Contribution sur la base du PIB pondéré

1	2	3	4	5
		300,000		300,000
Allemagne	0,234	70,300	0,253	75,986
Autriche	0,028	8,406	0,034	10,060
Belgique	0,030	8,998	0,030	8,963
Bulgarie	0,006	1,765	0,002	0,582
Chypre	0,001	0,450	0,001	0,287
Croatie	0,004	1,215	0,002	0,486
Danemark	0,023	7,007	0,036	10,695
Espagne	0,092	27,698	0,069	20,682
Estonie	0,003	0,756	0,002	0,549
Finlande	0,019	5,606	0,024	7,254
France	0,173	51,827	0,169	50,655
Grèce	0,014	4,342	0,008	2,251
Hongrie	0,010	2,851	0,004	1,068
Irlande	0,029	8,798	0,065	19,559
Italie	0,124	37,058	0,099	29,771
Lettonie	0,003	0,815	0,002	0,452
Lituanie	0,003	1,033	0,002	0,487
Luxembourg	0,004	1,325	0,012	3,565
Malte	0,001	0,303	0,001	0,230
Pays-Bas	0,065	19,641	0,092	27,696
Pologne	0,036	10,929	0,013	4,040
Portugal	0,014	4,225	0,007	2,216
Tchéquie	0,019	5,763	0,013	3,969
Roumanie	0,015	4,550	0,005	1,380
Slovaquie	0,007	2,027	0,003	0,984
Slovénie	0,004	1,085	0,002	0,714
Suède	0,037	11,225	0,051	15,418
TOTAL	1,000	300,000	1,000	300,000

Calcul du PIB pondéré : Part du pays au PIB de l'Union multiplié par son indice de richesse et divisé par la somme des 27 résultats. Prenons l'exemple de l'Allemagne : Sa part de PIB est de 23,43 %. Son indice de richesse est de 3,57. Son PIB pondéré est de (23,43 % x 3,57) divisée par 389,84 %, total des 27 PIB pondérés, ce qui porte sa contribution à 25,3 % au lieu de 23,4 %.

Ainsi, avec cette correction, le plus riche contribue 2,70 fois plus que sa participation au PIB et le plus pauvre à hauteur de 30 % de sa part de PIB... mais, très vraisemblablement, sa contribution humaine sera infiniment supérieure à celles des plus riches car les soldes des militaires seront attractives pour les pays pauvres et pas ou peu pour les pays riches. Ce calcul sera à refaire tous les ans, ou à chaque plan quinquennal, sur la base des derniers PIB et du nombre d'habitants des pays connus.

COMITE DE DEFENSE

Les six pays membres des Comités de Direction et de Défense, tels que définis dans cet opuscule, représentent 60 % de la Population de l'Union et 60 % de son PIB.

En cas de conflits, agressions subies ou attaques, de luttes contre le terrorisme, d'actions humanitaires ou autres, le **Comité de Défense** doit avoir tous pouvoirs concernant les actions à entreprendre très rapidement et pour lesquelles il fera appel aux moyens matériels et humains des États, sans que ceux-ci n'aient à donner leur accord ou à refuser, au moins en cas d'agression subie par un État, ou plusieurs, de la « Famille européenne », voire des Partenaires.

Ceci pourrait poser des problèmes à certaines nationalités, notamment aux Allemands. Aussi, faudrait-il instituer une nationalité européenne, au minimum pour ceux qui serviront sous le drapeau aux douze étoiles, voire pour tous les nationaux des pays membres de l'Union. Ainsi, chacun aurait une double nationalité, et combattrait sous celle du drapeau de l'intervention.

Toutes les communications doivent se faire dans la plus totale discrétion, par des liaisons hautement sécurisées et les responsables de l'Union et des pays ne doivent jamais exprimer leurs désaccords ou leurs états d'âme en public ni, évidemment, divulguer des informations secrètes. « *Le linge sale se lave en famille* » selon le précepte bien connu.

Les États-majors devraient éditer un petit manuel sur « *Ce qu'un responsable ne devrait jamais dire* ». Quelques exemples : Joe Biden qui dit en février 2022 qu'il n'enverra pas de troupes en Ukraine, ce qui revenait à dire à Poutine qu'il pouvait y aller ; les réactions de hauts responsables européens après une réponse d'Emmanuel Macron à un journaliste le 26 février 2024. L'effet fut désastreux. Quant à l'aspect dissuasif... Poutine a pu passer une très bonne nuit !

Plus ancien, François Mitterrand en 1991 au début de l'intervention en Irak qui a dit qu'il n'utilisera pas l'arme nucléaire ; etc.

Manifestement, les notions « *de secrets* », « *de dissuasion* », « *d'ambiguïtés stratégiques* » ne leur sont pas familières, alors qu'elles sont pratiquées dans beaucoup de négociations civiles.

Même remarque en ce qui concerne les règlements de compte entre partenaires.

Ces réactions, totalement immatures et irresponsables sur les plans politiques et stratégiques, sont indignes de chefs d'États, surtout dans un contexte dramatique pour un pays que l'on soutient et qui, jusqu'à présent, nous sert de bouclier ! Les propos de Macron avaient un double but : dissuasif envers Poutine et de prise de conscience du danger pour ses homologues et par nos peuples.

Il est fondamental que l'Union parle d'une seule voix surtout quand il est question de guerre ou de différends graves avec des pays étrangers.

Certes, il est toujours difficile de sortir d'une période de confort, de paix, avec un pays qui assurait notre protection. Mais cette époque bénie s'est terminée le 24 février 2022, avec une réplique probable le 5 novembre 2024. Et d'ici là le temps sera très dramatique pour les Ukrainiens. Courage et merci à eux !

Autre leçon tirée de cette guerre qui concerne les Chefs d'État-major :

- Autrefois, il était très souhaitable qu'ils fussent de très bons joueurs d'Échecs.
- De nos jours, il faut plutôt qu'ils soient de très bons joueurs de... Poker menteur !

Création de la Défense Européenne

La Défense Européenne doit partir de ce qui existe : l'OTAN située sur le sol de l'Union, de ses futurs membres, de pays amis intéressés ; les Armées françaises, qui couvrent l'ensemble du spectre militaire, renforcées par les forces des autres pays.

Elle devrait être réalisée en six mois à peu de frais et elle se situerait d'emblée au troisième rang mondial ! ... Un beau défi pour 2024... et un beau pied de nez à Poutine, qui n'a qu'un interlocuteur à sa hauteur : le Président américain !

Ceci implique des opérations préalables qui doivent être entreprises simultanément, dès mai :

1. Prise de la décision

2. Négociations avec les États-Unis et l'OTAN pour le partage de celle-ci, puis la reprise de ses bases, avec ses équipements et matériels, ses personnels... situés sur le sol de l'Union, et sur le sol des pays candidats et de pays amis qui souhaiteraient se joindre à notre Défense.

3. Mise en place d'un Chef de Projet et d'une équipe pour définir les logiciels qui devront être utilisés par tous, puis organiser et suivre les inventaires les équipements importants afin de consolider les données et les exploiter en lien avec les besoins du point 5.

4. Inventaires de l'existant : Tous les pays concernés et l'OTAN Européenne feront l'inventaire de leurs matériels militaires : opérationnels, réparables, réformés mais encore utilisables, en notant de 0 à 5 les stocks de pièces nécessaires à leur maintenance ou à leur remise en état.

Recensement des bases ; des moyens ; des effectifs... Tous ces éléments sont probablement connus de l'OTAN pour ses membres mais le sont-ils vraiment et sont-ils à jour ?

5. Inventaires des besoins : Les États-Majors des armées françaises définiront tout ce qu'il leur faudrait en plus si elles étaient attaquées par la Russie pour des combats de haute intensité et de longue durée. Toujours avec les mêmes logiciels, de façon à définir leurs équipements, leurs manques, ainsi que les matériels réformés ou qui seraient à réformer, pouvant être donnés aux Ukrainiens.

6. États-Majors de l'OED et des cinq Zones Militaires : Des membres des États-Majors français et européens de l'OTAN feront le tour des cinq pays pour mieux connaître leurs officiers supérieurs, leurs organisations, leurs problématiques, leurs motivations, etc. et :

- Définir le contour des Régions Militaires, puis les figer ;
- Constituer les États-Majors de l'OED et des cinq Régions Militaires.

Ces inventaires faits, la consolidation des moyens et des hommes pourra être effectuée, les mises en ordre de marche suivront et les prépositionnement effectués.

Objectif : être opérationnel pour le 1^{er} janvier 2025 !

Conclusion

J'ai toujours été un Européen convaincu, conscient que nos petits États et nos grandes rivalités ne pouvaient mener qu'aux désastres du passé. Ayant beaucoup voyagé, j'ai mesuré l'impact dans les pays étrangers qu'eut cette Union de six pays incluant les deux grands « ennemis historiques » : la France et l'Allemagne.

Alors, voir aujourd'hui le mépris que nous suscitons est pour moi, et j'ose espérer pour d'autres, insupportable. D'autant plus que nous faisons tout ce qu'il faut pour susciter ce mépris par nos divisions où prévalent les intérêts politiques à court terme des dirigeants, avec des relents de jalousie ou d'animosité, de mépris ou de méfiance, qui conduisent, notamment, à acheter des équipements à l'étranger même quand ceux de l'Union sont excellents... voire meilleurs si j'en crois des spécialistes !

Je vais en choquer plus d'un en disant que je trouve que beaucoup de nos dirigeants se comportent comme des ados dans une cour de lycée qui ne sont concernés que par leur ego et leur musculature, pas du tout par le futur proche ou plus lointain de leur pays, et encore moins de l'Union. L'exact opposé de ce que devraient être des Chefs d'État : penser à ces avenir et pas à la prochaine échéance électorale les concernant !

Notre Union ne survivra pas si elle n'est qu'un grand marché ouvert dans lequel le chacun pour soi, l'égoïsme, l'idéologie ultralibérale, l'argent, le commerce sont rois... et que sa défense est l'affaire des Américains et de leurs industries aux dépens des nôtres.

Puissions-nous avoir, enfin, une ambition pour notre Union ? L'ambition de ses fondateurs... et être dirigés par de vrais Chefs d'État responsables !

D'autant plus que nous n'avons guère le choix : c'est soit s'émanciper et s'unir, « FAIRE NATION », soit disparaître à un terme proche pour se retrouver au bon vieux temps des guerres à répétition entre nos pays, perdre toute possibilité de peser sur notre avenir et sur celui du monde... ou, pire encore, être dévorés par l'Ours russe !

Subir, c'est être un petit bateau à la dérive sur l'océan des autocraties et des ploutocraties et se retrouver sous la férule de Poutine puis de ses successeurs !

... Alors que nous sommes à deux doigts d'être sur le Podium des Grandes Puissances Militaires et, de ce simple fait, de peser sur notre avenir et sur celui du monde...

En écrivant l'essai puis cet opuscule, je ne m'attendais pas à faire un constat aussi lamentable, de pays inconséquents, si peu concernés par des lendemains qui vont sérieusement déchanter, formant un groupe de plus en plus désuni, et se confiant aveuglément au « Dieu américain », de plus en plus virtuel et qui est sur le point de se transformer en Diable !

Mon coup de grâce m'a été donné quand j'ai fait le tableau des pays classés dans l'ordre décroissant de leur PIB par habitant et que j'ai ajouté une colonne avec leur budget consacré à la défense en pourcentage de leur PIB. J'ai alors constaté que la participation des plus riches était la moitié de celle des plus pauvres !

C'est inadmissible, amoral, suicidaire, surtout quand on trouve parmi les plus riches ceux qui attirent les entreprises et les grandes fortunes, privant ainsi les autres pays de recettes fiscales, et les accusant ensuite d'avoir des budgets en déficit ! Quant à la France, en dépit de tous ses défauts, elle a le mérite d'apporter à l'Union la seule armée opérationnelle et la dissuasion nucléaire !

L'organisation actuelle de l'Union a manifestement fait son temps. Quand se produit un phénomène nouveau important, pandémie, guerre... l'Union est obligée de s'inventer des procédures spéciales, en espérant qu'il n'y ait pas quelques malotrus pour s'y opposer. Pour des questions aussi graves que l'agression russe en Ukraine, il est impensable qu'un pays qui ne respecte pas les valeurs de l'Union et qui continue d'entretenir d'excellentes relations avec un pays devenu ouvertement notre ennemi, puisse exercer son droit de vote, de veto ! Et quelle confiance peut-on accorder à un « Cheval de Troie » dans ses rapports avec nos ennemis ?

Dans les autocraties, russes et autres, les opposants sont en prison ou six pieds sous terre.

En démocratie, ils sont au parlement mais pas au gouvernement, et ils doivent se plier aux décisions de la majorité. Quand il y a une guerre, vitale pour l'Europe et pour nos démocraties, les pays qui sont en faveur de l'agresseur, dictateur qui massacre sans état d'âme des peuples et des pays, ou qui gardent des liens avec lui, devraient être immédiatement exclus de tous les débats et des votes liés de près ou de loin à cet événement et à ses conséquences. Dans l'organisation préconisée, ils seraient renvoyés dans le Cercle 2 en tant qu'État et les propagandistes de l'agresseur seraient des « *traîtres à la nation* » et, pour le moins, invité à se faire remplacer dans les instances européennes, voire jugés pour ce motif.

On voit circuler sur les réseaux sociaux, même des sérieux comme LinkedIn, des mensonges éhontés et l'Ukraine accusée des crimes de guerre commis par les Russes. Et cela, en toute impunité ! Il faut développer dans chaque pays des organismes qui contre-attaquent et informent.

Tous ces poisons mortels contaminent les cerveaux occidentaux qui ne réagissent pas, plus.

La guerre en Ukraine fournit une preuve supplémentaire de la nécessité et de l'urgence de nous reconstruire dans tous les domaines, avec une mention toute spéciale pour notre défense et pour le grand absent : l'Esprit de Corps, l'Esprit Rugby, la solidarité entre nous !

Les Comités de Direction et de Défense avec les cinq Régions, seront essentiels pour rétablir les liens, ou pour les renforcer.

Nos ennemis, de l'intérieur comme ceux de l'extérieur, sont de plus en plus nombreux, puissants, actifs. Parmi eux, l'ultralibéralisme et la Finance – terrains de jeux idéaux pour les criminels en col blanc – en raison des crises qu'ils génèrent assez régulièrement, et des énormes quantités de capitaux qu'ils prélèvent ou détournent indûment de nos économies, allant jusqu'au risque d'entraîner l'effondrement de très belles entreprises, comme Boeing, et de l'Occident ; les lobbies, sans foi ni loi, toujours prêts à corrompre et à nier des faits avérés ; les idéologues bornés ; les négationnistes, les nationalistes et populistes démagogues, avides de renverser les pouvoirs en place et nostalgiques d'un passé idéalisé... souvent faute d'idées à proposer, et maintenant un « *wokisme* » immature !

Tous ceux qui, rêvant de voir notre Union implorer, agissent pour que cela se produise, parmi lesquels Vladimir Poutine, Donald Trump, son émissaire Steve Bannon, ses clones, dont Boris Johnson et beaucoup d'autres : complotistes et extrémistes, de droite et de gauche.

Pourquoi accrédi-te-on des lobbyistes dont l'unique rôle est de promouvoir les intérêts de leurs commanditaires et, en aucun cas, de se préoccuper du bien commun ? Pour moi, c'est une énigme qui n'est pas à l'honneur des gouvernants et des parlementaires... d'autant que c'est la porte grande ouverte à toutes les compromissions, y compris financières !

Les gouvernements des États qui constituent notre Union ont aussi une grande responsabilité et, en premier lieu, ceux des six pays fondateurs qui se sont montrés totalement inconséquents, notamment lors des élargissements successifs. Tout comme les juristes qui n'ont rien prévu en cas de désaccords majeurs avec des membres de l'Union, ou de l'OTAN, ce qui est l'objet premier de tout contrat, statut ou constitution ! Le contrat de mariage n'a pas été conçu pour les jours heureux.

Cette Union était au départ une pure utopie qui, grâce à la détermination de quelques personnalités de premier plan, est devenue une réalité très prometteuse, avec une ouverture aux autres pays européens. Mais l'organisation qui était possible à six États, proches et relativement similaires,

est ingérable à vingt-sept nations aux passés, aux niveaux de développement, aux politiques, aux intérêts très différents. Outre le fait que, profitant des lacunes juridiques, certains dirigeants de pays membres ne voient dans l'Union qu'une source d'argent facile pour leur pays et, pire, pour eux-mêmes et leurs proches, et qui n'ont rien à faire des valeurs qu'elle porte. De ce fait, l'unanimité qui est imposée pour les décisions les plus importantes n'ayant pas été supprimée, ce beau projet redevient une utopie. Elle est la meilleure façon de ne pas avancer, c'est-à-dire de reculer, surtout avec nos multiples ennemis qui, exploitant nos failles, nos faiblesses, nos chamailleries, et la lourdeur de nos procédures, cherchent à nous diviser, à nous détruire.

Quant à notre *protecteur*, en juin 2021 au G7 : en dépit d'une « *entente cordiale* », notamment entre les Présidents Biden et Macron, celui-ci fut très déçu par le peu de cas que son homologue Américain faisait de notre Union. Et le coup de grâce fut donné en septembre avec l'affaire des sous-marins australiens !

Terribles constats, mais on voit mal comment il pourrait en être autrement, compte tenu de l'attitude de notre Union et de son refus de s'assumer. Nos dirigeants ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes car ils n'ont aucun sens du bien commun, aucun esprit de groupe, aucune vision, et ce d'autant plus que l'organisation actuelle ne fait rien pour y remédier. Et notre *Tuteur* est trop préoccupé par l'Asie, par Israël, l'Iran, les Houthis, etc. pour s'occuper d'une Europe qui n'est plus stratégique pour lui et qui a largement l'âge et les moyens de s'émanciper.

Et ne parlons pas de ce qui risque d'advenir en 2025, nous n'avons plus le choix : nous devons d'urgence nous assumer totalement – économiquement et militairement – si nous ne voulons pas nous retrouver sans défense face à la Russie.

Les Pères fondateurs de l'Union ont tiré les leçons des conséquences des deux guerres qu'ils avaient subies. Les massacres en Ukraine et les projets russes à notre égard, pourront-ils conduire leurs lointains successeurs à refonder d'urgence notre Union et sa Défense ?

Par ailleurs, une remarque s'impose : l'OTAN regroupe trente-deux pays membres, plus neuf pays associés, et elle a un parlement de trois cent dix-neuf représentants. Il en résulte une extrême lourdeur des processus de décision avec une grande hétérogénéité des pays membres et associés, et les décisions importantes sont prises à l'unanimité ! Or, les guerres nécessitent des réactions très rapides.

À l'inverse, le Comité de Défense de l'OED n'impliquant qu'une petite dizaine de personnes, sera infiniment plus réactif et se contentera d'une majorité renforcée pour les décisions importantes. Face à un autocrate qui décide seul, nous avons l'obligation de réagir très rapidement. Toute procrastination dans l'attente que les problèmes se résolvent d'eux-mêmes est totalement inenvisageable !

Que les choses soient claires : il ne s'agit pas de repeindre les façades de l'Union, il s'agit de reprendre ses fondations !

Il ne s'agit pas non plus de donner des armes à ceux qui sont contre l'Union. Bien au contraire, cette Union est trop indispensable à la survie de nos pays, de notre civilisation, de nos libertés... et elle pourrait facilement faire beaucoup mieux, être plus juste, plus résiliente, plus forte et, surtout, ne pas nous laisser sans défense devant la Russie.

2024 doit être l'année de la Renaissance de l'Union et de la création d'une Défense autonome très puissante et très réactive. Ce sont deux priorités absolues !

Nous sommes entrés dans une ère dans laquelle la puissance militaire est primordiale !

Les démocraties sans défense forte, et sans nucléaire, sont condamnées à terme proche.

Une autre évidence : l'Union ne pourra pas faire vivre et développer ses industries de défense et de hautes technologies tant qu'elle sera sous la tutelle des Etats-Unis !

III. Ukraine

Ukraine

Ukraine outragée ! Ukraine brisée ! ... mais Ukraine libérée !

Puisse cette citation Gaullienne être prononcée en 2025 !

« *L'Opération Militaire Spéciale* », lancée le 24 février 2022 par l'autocrate russe, fut une décision surréaliste qui a surpris tout le monde.

Sa justification : tous les pays ayant appartenu à une époque à la Russie tsariste ou à l'URSS doivent revenir dans la Fédération de Russie ! Sa pensée pourrait être synthétisée ainsi :

Moi, Poutine, fort de mes plus de cinq mille ogives nucléaires, je suis le maître du monde, au-dessus des traités internationaux, même si je les ai signés et suis censé les garantir. J'ai donc tout pouvoir pour annexer les pays qui ont appartenu un jour à la Grande Russie... voire d'autres, à ma guise, car « *la Russie n'a pas de frontière* » !

Formidable : la France, l'Espagne, le Portugal vont pouvoir récupérer leurs ex-colonies et le Royaume-Uni son ex-empire... d'autant que la plupart des pays concernés approuvent, ou ne condamnent pas, l'attaque russe visant à annexer l'Ukraine !

Peut-être que nos diplomates pourraient le faire remarquer aux pays du « *Sud Global* » et leur suggérer de regarder de plus près le comportement des Russes dans les pays dans lesquels ils interviennent. Et pourrions-nous arrêter d'aider ceux qui se soumettent à eux ?

Où sont les contre-feux et les contre-attaques cyber à toutes les actions de désinformation de la Russie et ses cyberattaques ?

M. Poutine ment comme il respire et ne respecte aucun engagement. Une nouvelle négociation avec l'Ukraine lui donnerait l'occasion de se jouer une fois de plus de l'Occident et de le mépriser encore plus... si c'est possible !

Qui pourrait l'envisager ? Pour négocier quoi ? A-t-on oublié les accords Minsk I & II, le Format Normandie, son engagement par deux fois de protéger l'Ukraine en cas d'agression... ? Engager l'Ukraine et les Occidentaux à lui faire des concessions alors que lui n'en respectera aucune et qu'il déclenchera une nouvelle « *Opération Militaire spéciale* », mieux préparée, dès qu'il aura reconstitué, modernisé, réorganisé ses armées, et refait ses stocks d'armes avec l'aide de l'Iran, de la Corée du Nord, de la Chine... ? C'est totalement irresponsable !

POURQUOI INTERVENIR EN UKRAINE ?

– Par solidarité... parce que, sans la venue des Américains à notre secours en juin 1944, nous aurions très vraisemblablement connu le bonheur de vivre sous le régime soviétique !

– Pour montrer à un autocrate qu'il existe des limites à ne pas franchir : massacrer un peuple qui ne vous a rien fait, bafouer impunément les traités internationaux, mettre sur le compte de l'adversaire ses propres crimes de guerre et contre l'humanité, etc. ! NON !

– Pour montrer aux autocrates qui possèdent l'arme nucléaire que les démocraties sont peut-être complaisantes, mais qu'elles ne se laissent pas impressionner par des menaces nucléaires : **céder au chantage nucléaire de Poutine inciterait d'autres dictateurs nucléarisés à faire de même ! On signerait alors la mort programmée des démocraties et des pays non nucléarisés !**

C'est le point fondamental, outre le fait qu'il ne peut être envisagé une guerre longue. Déjà, après deux ans, les conséquences pour l'Ukraine, mais aussi pour la Russie, sont terribles, particulièrement sur les plans humain et économique.

Je soumetts trois idées sorties de mon *brainstorming* personnel :

1. La Russie distribue sans compter des passeports aux Ukrainiens des territoires occupés. Pourquoi l'Ukraine n'en distribuerait-elle pas à des pilotes, des opérateurs, etc., occidentaux ? Il y a déjà, à titre personnel, de nombreux combattants occidentaux en Ukraine depuis le début de la guerre, et des Iraniens et des Coréens du nord en Russie, notamment, alors cessons de nous imposer des lignes rouges qui n'ont pas lieu d'être !

2. Pourquoi l'Ukraine n'annexerait-elle pas les oblasts russes qui longent sa frontière après des référendums à la russe : *bidon* ? Ces annexions, aussi illégitimes et illégales que les annexions russes en Ukraine, seraient une farce qui démonétiserait celles-ci et elles pourraient faire l'objet d'une monnaie d'échange !

Pourquoi laisserions-nous au *Chef mafieux* Poutine le privilège de décréter n'importe quoi ?

Je pense que le Président Zelensky saurait présenter cette décision avec humour, dérision et élégance !

3. Que l'oblast de Kaliningrad soit donné à l'Ukraine au titre des réparations de guerre. Ou, à défaut, que l'Ukraine échange une partie de l'oblast de Sébastopol, ou de Crimée, contre celui de Kaliningrad ?

L'oblast de Sébastopol a une population de 556 000 habitants (2023) et une superficie de 864 km². Celui de Kaliningrad a une population de 490 000 habitants (2021) et une surface de 216 km².

REFERENDUMS EN CRIMEE

20 janvier 1991 :

Il portait sur le rétablissement, ou non, de la République Socialiste Soviétique Autonome de Crimée, intégrée à l'URSS en 1945.

Inscrits : 1 770 841 Participation : 81,37 % Pour : 81,37 %

1^{er} décembre 1991 :

La question était « Êtes-vous favorable à la déclaration d'indépendance de l'Ukraine ? »

Oblast de Crimée Pour : 56,21 %

Oblast de Sébastopol Pour : 59,16 %

(Péninsule de Crimée : Pour : 54,6 %)

Résultat global de l'Ukraine Pour : 92,26 % avec une Participation de 84,18 %

Oblast de Louhansk Pour : 86,22 %

Oblast de Donetsk Pour : 86,96 %

Oblast de Zaporijjia Pour : 92,51 %

Oblast de Kherson Pour : 92,61 %

16 mars 2014 :

La question était : « Réunification de la Crimée avec la Russie et adoption du droit de la Fédération de Russie ». Votants : 1 274 096 Participation : 83,1 % Pour : 96,77 %.

Les votes en Russie sous « *protection de kalachnikov* » ont toujours été très convaincants...

Je ne peux me priver du plaisir de rapporter des propos tenus en 1923 par Staline, Maître ès votes soviétiques, cités dans les Mémoires de son Secrétaire :

« Je considère qu'il est tout à fait indifférent de savoir qui, au sein du parti, votera et comment ; mais ce qui est extraordinairement important, c'est de savoir qui comptera les votes et comment. »

Peut-on penser que Poutine, pur produit des Services Secrets ait rompu avec ces méthodes ?

D'ailleurs, son porte-parole n'a-t-il pas dit qu'il ne voyait pas l'intérêt de consacrer du temps et de l'argent pour sa réélection puisque le résultat était connu ! Résultat qui fut confirmé !

Après le référendum de décembre 1991, il n'y a rien à négocier ! Il faut que l'Ukraine récupère la totalité de ses territoires le plus rapidement possible... ou que la Russie, prenant enfin conscience de l'ampleur du désastre causé chez elle par cette guerre, ni déclarée ni nommée pendant plus de deux ans, décide d'y mettre fin avec retour aux frontières de 1991, frontières confirmées dans plusieurs accords signés par Poutine en personne. Hélas, cette hypothèse est très peu probable... d'autant plus qu'il attend l'élection de Trump qui devrait lui être plus favorable et qu'il a besoin d'une guerre pour maintenir son pouvoir. Celle-ci... Puis la suivante... Puis, etc.

Quant à nous, Européens, sachant que les lubies du « *tsar de toutes les guerres* » concernent bien d'autres pays, dont un bon nombre d'entre eux sont membres de l'Union, il est impératif que nous donnions à Poutine et à la Russie un message clair de fermeté et de FORCE (militaire).

Quand ce sera acquis, si ça l'est un jour, l'Union, l'Organisation Européenne de Défense, la France puissance nucléaire indépendante, les États-Unis, le Royaume-Uni, devront indiquer très clairement et par écrit au Président de la Russie que toute attaque directe ou indirecte, totale ou partielle, des pays listés dans une annexe de cette Déclaration, déclenchera une riposte immédiate de signataires de la lettre. Il devra aussi libérer dans les six mois les enclaves annexées dans les pays de cette liste, membres de l'Union, candidats et candidats potentiels à l'adhésion à l'Union.

Par ailleurs, il faudra conseiller fermement aux pros Russes et aux Russes de l'Union d'émigrer en Russie pour l'aider à se relever de son désastre humain, économique et militaire. En effet, s'ils ne souhaitent pas vivre dans une démocratie, c'est leur droit, ils n'auront qu'une frontière à franchir pour être accueillis par leur dictature criminelle de cœur ! ... Mais leurs enfants pourront continuer à venir faire leurs études chez les « *colonialistes dégénérés* » et, comme leurs parents, y jouir des libertés qu'ils n'auront pas en Russie !

LIGNES ROUGES, MENACES NUCLEAIRES...

Les lignes rouges que nous nous imposons sont des signes d'une faiblesse non assumée, de lâcheté et d'une absence de vision des conséquences... Elles ne déclenchent rien de significatif côté russe quand elles finissent par être franchies ! Alors, pourquoi l'Ukraine, l'agressée, devrait-elle combattre son agresseur trois fois plus important qu'elle pieds et mains liés ? Va-t-on la brider jusqu'à ce que le *criminel du Kremlin* soit blanchi et remporte une (petite) victoire... qui lui permettra de préparer ses prochaines *Opérations spéciales* ? Pouvons-nous laisser massacrer une Nation souveraine, reconnue par toutes les instances internationales – et par la Russie elle-même –, qui n'aspire qu'à la liberté, à la paix et à la démocratie ? Mais, pour Poutine, les démocraties présentent un insupportable risque de contagion pour son pays et son pouvoir !

Dois-je rappeler le mémorandum de Budapest du 5 décembre 1994, qui fut signé par la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Ukraine, la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni ? L'une des dispositions prévoit que contre l'achèvement du transfert de son arsenal nucléaire vers la Russie et sa ratification du traité de non-prolifération des armes nucléaires « *l'Ukraine se voit garantir souveraineté et intégrité de son territoire* ».

Un engagement auquel les États-Unis et la Russie souscrivent à nouveau, le 4 décembre 2009, jour de l'expiration du traité Start de réduction des armes stratégiques.

Les Américains et les Britanniques n'ont pas respecté leurs engagements en 2014... ni la Russie, évidemment !

Si l'Ukraine devait capituler faute d'armes et de munitions fournies en temps utile, en natures et en quantités suffisantes, je ne donne pas cher de la Moldavie, des Pays Baltes, de la Géorgie... et de notre Union, surtout si Donald Trump reprend le pouvoir.

Joe Biden a fait savoir aux Russes que l'utilisation de bombes nucléaires tactiques conduirait à une intervention des États-Unis... Comme en Syrie pour les gaz ?

Et qu'en pensent Donald Trump et ses affidés, lui qui règle ce genre de problèmes en « *vingt-quatre heures* [chrono] » Comme pour le nucléaire iranien et celui de la Corée du Nord ?

Quel niveau de cruauté des Russes et de destruction d'une Nation faudra-t-il atteindre pour que nous intervenions... ou pas ?

L'occupation de la Crimée, le 28 février 2014, puis son annexion le 18 mars, auraient-elles eu lieu si le 21 août 2013 Barack Obama avait tenu sa promesse de sanctionner une ligne rouge, fixée par lui, franchie par Bachar el-Assad ? Après la Crimée, la Russie enchaîna avec le Donbass, sans réaction de notre part. Pourquoi alors ne pas s'attaquer à toute l'Ukraine le 24 février 2022 ? Puis... ?

La suite dépendra de notre comportement :

– Soit nous intervenons en dépit du chantage nucléaire et, dans ce cas, Poutine devrait comprendre qu'il doit se contenter des frontières reconnues de la Fédération de Russie ;

– Soit nous continuons nos demi-mesures, et nous envoyons le message à toutes les autocraties nucléarisées que, dorénavant, elles peuvent annexer qui elles veulent, quand elles veulent, en toute impunité !

Nous assistons au spectacle d'un chat qui s'amuse avec la souris qu'il vient d'attraper avant de la croquer. Si nos plus hauts responsables se satisfont de cette situation, je me demande comment ils peuvent encore regarder leurs enfants et leurs petits-enfants dans les yeux ? Car le problème n'est pas ukrainien, il concerne toutes les démocraties qui sont entre les pattes et les crocs des chats autocrates nucléarisés.

Responsables européens, avez-vous conscience que l'avenir de l'Ukraine est pour les Américains un problème secondaire, alors que celui de Taïwan est majeur pour eux ?

Pour nous, Européens, c'est l'inverse ! ... Et ce sont les Américains qui nous imposent leurs décisions pour l'Ukraine... et pour l'Europe ! Peut-être faudrait-il sortir de notre hibernation... et de notre tutelle !

DESHONNEUR ET GUERRE ?

« Vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur.

Vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre ! » Winston Churchill

Souvenons-nous des désastres qui ont suivi la lâcheté des chefs des gouvernements anglais et français face à Hitler à Munich en 1938. Et la réaction de Winston Churchill qui suivit, ci-dessus, et de son discours à la Chambre des Communes du 5 octobre 1938 (extraits) :

« [...] Tout ce que le Premier ministre, mon très honoré ami, est parvenu à sauver par une activité de tous les instants, par les grands efforts et l'intense mobilisation consentis par ce pays ; et au prix de l'angoisse et de la tension qui nous ont accablés dans ce pays ; tout ce qu'il est parvenu à gagner pour la Tchécoslovaquie sur les points litigieux – c'est que le dictateur allemand, au lieu de rafler d'un coup les plats qui étaient sur sa table, a pu se les faire servir tranquillement un par un.

Le chancelier de l’Echiquier [Sir John Simon] a dit que pour la première fois, Herr Hitler avait été obligé de se rétracter – je crois que c’est le mot qu’il a employé – jusqu’à un certain point. Nous n’avons pas vraiment de temps à perdre au terme de ce long débat sur les différences entre les positions prises à Berchtesgaden, à Godesberg ou à Munich. Elles peuvent être simplement résumées, si la Chambre m’autorise à changer de métaphore. On nous a d’abord demandé, revolver au poing, une livre sterling. Une fois cette livre accordée, on nous a demandé, revolver au poing, deux livres sterling. Pour finir, le dictateur s’est contenté d’une livre dix-sept shillings six pence, et le reste en promesses de bonne volonté pour l’avenir.

[...]

Je conjecture que l’Etat tchécoslovaque ne pourra pas rester longtemps une entité indépendante. Je suis sûr qu’à échéance de quelques années, voire de quelques mois, la Tchécoslovaquie sera engloutie par le régime nazi. Peut-être les Tchèques s’y rallieront-ils, par désespoir ou par revanche. Quoi qu’il en soit, les jeux sont faits et l’histoire est écrite. Mais nous ne pouvons pas considérer l’abandon et la ruine de la Tchécoslovaquie à la seule lumière de ce qui s’est passé le mois dernier. Il s’agit en effet de la conséquence la plus grave de ce que nous avons fait, et de ce que nous n’avons pas fait, au cours des cinq dernières années : cinq années de bonnes intentions futiles, cinq années à chercher fiévreusement la ligne de moindre résistance, cinq années de démissions ininterrompues de la puissance britannique, cinq années de négligence pour nos défenses aériennes. Tels sont les faits que j’expose ici, devant vous et qui ont caractérisé la gestion imprévoyante pour laquelle la Grande-Bretagne et la France vont devoir payer cher. Au cours de ces cinq années, nous avons été chassés d’une position dans laquelle notre sécurité était tellement solide et tellement incontestable que nous n’avions même pas à nous en préoccuper. Nous avons été chassés d’une position dans laquelle le simple mot de « guerre » ne pouvait être employé que par des personnes bonnes pour l’asile. Nous avons été chassés d’une position de sécurité et de pouvoir : pouvoir de faire le bien ; pouvoir d’être généreux envers un adversaire vaincu ; pouvoir de négocier un accord avec l’Allemagne ; pouvoir de mettre, si nous le voulions, un terme à ce réarmement ; pouvoir de prendre toute mesure que nous pensions juste en matière de force, de pitié ou de justice. Nous sommes passés en cinq ans de cette situation sûre et incontestée à celle où nous nous trouvons aujourd’hui.

[...] Je n’en veux pas à nos braves et loyaux compatriotes, qui étaient prêts à faire leur devoir à n’importe quel prix, et qui, dans la tension de la semaine dernière, n’ont jamais bronché : je ne leur reproche pas leur explosion de joie compréhensible et spontanée, et leur soulagement lorsqu’ils ont appris qu’ils ne seraient pas soumis pour l’instant à la terrible épreuve – mais ils doivent savoir la vérité. Ils doivent savoir qu’il y a eu dans notre système de défense une terrible négligence et de graves défaillances ; ils doivent savoir que nous avons essuyé une défaite sans avoir fait la guerre, dont les conséquences vont nous accompagner longtemps sur notre route ; ils doivent savoir que nous avons doublé un cap redoutable de notre histoire, alors que l’ensemble de l’équilibre européen a été bouleversé, et que les paroles terribles [de la Bible] ont été prononcées contre les démocraties occidentales : « Tu as été pesé dans la balance, et trouvé léger ». Et n’allez pas croire que les choses vont en rester là. Nous ne faisons que commencer à payer. Ceci n’est que la première gorgée, le premier avant-goût d’une coupe amère qui va nous être présentée année après année – sauf si, dans un suprême sursaut de force morale et de vigueur martiale, nous nous dressons à nouveau et reprenons, comme par le passé, la défense de la liberté. »

Remplaçons Allemagne par Russie, Hitler par Poutine, Tchécoslovaquie par Ukraine et 1938 par 2022 et tout sera dit de la situation actuelle de l’Occident. C’est le Président américain qui est décisionnaire, l’Union est impuissante car sous tutelle et faute d’une défense organisée !

LCI a rapproché la déclaration d’Hitler pour justifier son entrée en Tchécoslovaquie et celle de Poutine pour son entrée en Ukraine : identiques, même perversité, même grossiers mensonges.

Nos dirigeants occidentaux sont manifestement plus Chamberlain/Daladier que Churchill !

Ont-ils compris que l'Ukraine ne sera qu'une étape si la Russie n'est pas défaite rapidement et si l'Ukraine ne récupère pas la totalité de ses territoires ?

Qui, en Occident, pourrait avoir la clairvoyance de Winston Churchill ? Son discours est écrit, il n'y a que trois noms et une date à changer. C'est désespérant en soi, et accablant quand on assiste à une répétition de ce qui a conduit au plus grand drame du XXe siècle !

M. Poutine ne connaît que la force... et nos faiblesses. Mais il a montré à plusieurs reprises les siennes avec nos *lignes rouges* franchies en Crimée et en Russie, et les affaires Prigojine et autres. Il a montré qu'il tenait à sa vie d'une façon obsessionnelle, et compte tenu de ses autres faiblesses et des dissensions aux plus hauts niveaux de l'État russe, il ne devrait pas mettre à exécution ses menaces nucléaires, si tant est qu'il le puisse. Aussi, faudrait-il prendre le risque sans plus attendre, d'autant plus qu'il ne serait pas question que des troupes pénètrent en Russie !

Les Américains semblent prêts à affronter la Chine pour défendre Taïwan, alors qu'ils excluent toute intervention en Ukraine ! Mais, la meilleure façon de protéger Taïwan ne serait-elle pas que l'Ukraine inflige à Poutine une défaite nette et rapide, avec une aide occidentale sérieuse ?

Par ailleurs, la Russie a déjà géré des successions de Présidents sans mettre le feu à la planète, alors que si Poutine reste au pouvoir après une Ukraine amputée, c'est lui et bien d'autres dans le monde qui seront les pyromanes ! C'est une certitude, d'autant que Poutine a ouvertement déclaré, dès le début de l'attaque de l'Ukraine, que son objectif était de récupérer tous les territoires possédés un temps par les Tsars et l'URSS, dont beaucoup sont dans notre Union ! Et même l'Alaska, vendue aux États-Unis, le transfert de propriété ayant eu lieu le 18 octobre 1867 !

Et que la Russie n'avait pas de frontière !

Pendant ce temps, nos démocraties subissent des attaques cyber de plus en plus violentes.

Vous, Dirigeants des démocraties occidentales, allez-vous continuer à faire comme les autruches qui, pour ne pas voir un danger, ont la réputation de se mettre la tête dans le sable ?

Il faut intervenir d'urgence et ne pas céder à son chantage nucléaire. Il se moque de nous, de nos faiblesses, de nos divisions... Il est grand temps de remettre à sa place cet « *Hitler 2.0* », afin d'arrêter ses massacres et de faire réfléchir les autres autocrates avant qu'ils suivent son exemple.

INCONSCIENCE & IRRESPONSABILITE !

15 août 2023 : le Directeur de Cabinet du Secrétaire Général de l'OTAN préconise à l'Ukraine d'abandonner des territoires à son agresseur pour adhérer à l'OTAN ! C'est surréaliste. Lâcher la proie pour l'ombre. Cette organisation de trente-deux pays, dont le *Tout-Puissant*, est censée protéger les démocraties des autocraties... Or, elle n'est même pas capable de fournir à l'Ukraine les armes et les munitions dont elle a besoin pour repousser son agresseur russe !

C'est très rassurant pour ceux qui sont face à la Russie, et pour les autres dans un second temps. Je pense qu'il vaudrait mieux qu'ils remplacent l'article 5 par l'OED !

Oui, nous en sommes-là : *Criminel Poutine*, profitez-en, la grande braderie européenne est ouverte... vous n'avez même plus besoin d'attendre l'élection de Trump !

16 août 2023 : le délire continue avec une déclaration de l'ancien Président français, Nicolas Sarkozy. Historiquement fausse, en contradiction avec les traités internationaux, et faire un référendum dans des régions dévastées et occupées, dont presque tous les habitants sont morts, ou ont fui, ou ont été déportés en Russie et remplacés par des Russes... c'est effectivement très pertinent !

Puis-je lui rappeler le résultat du référendum réalisé le 1^{er} décembre 1991, quand les deux entités étaient en paix : Participation : 84,81 % des inscrits ; Oui à l'indépendance : 92,26 % ; Crimée : Oui à 56,21 % ; Sébastopol : Oui à 59,16 % !

Ces propos et comportements « *Munichois* », par ailleurs trop répandus en Occident, sont tenus par des irresponsables qui n'ont jamais eu à subir la dictature de l'URSS ou de Poutine, ni combattu ou eu à subir les conséquences d'une guerre et, à aucun moment, ils ne se soucient des répercussions de leurs préconisations sur l'avenir des Démocraties et sur celui du Monde.

On peut sacrifier l'Ukraine, très bien. Et après, qui ? Puis, qui ? C'est aussi nul et digne de propos de cafés du commerce !

Intelligence avec l'ennemi, ça coûte combien ?

Dire que notre avenir et celui de nos enfants, petits-enfants... dépendent en partie de gens comme eux ! C'est rassurant !

Conclusion pour Volodymyr Zelensky : si je dois amputer l'Ukraine pour qu'elle puisse rejoindre l'OTAN, qui ne la protégera pas à la prochaine agression russe qui aura lieu dans deux à trois ans, c'est se moquer de moi et de mon pays. C'est une honte !

Conclusion pour l'Union : l'OTAN est morte, Vive l'OED et, de toute urgence, prenons nos responsabilités.

Comme nous sommes au degré zéro de la psychologie, je vais me risquer à une analogie de comportement que j'ai maintes fois pu vérifier chez les humains. Vous marchez, un chien hargneux vous suit en aboyant. Vous accélérez, il accélère, plus vous accélérez, plus il accélère. Vous vous arrêtez, vous vous retournez et le regardez droit dans les yeux en lui signifiant que c'est vous le maître. Il arrête d'aboyer, fait demi-tour et retourne tout penaud d'où il vient. Faites l'expérience. Les humains hargneux ne se comportent pas autrement.

Vous donnez un doigt à M. Poutine, il vous réclamera la main. Vous lui donnerez la main, il vous demandera le bras, etc. Combien de concessions lui ont-elles été faites et pour quels résultats, hormis de généreux virements pour ses soutiens occidentaux ? C'est l'encourager à continuer de plus belle... Poutine est un immense pervers... on se ridiculise à discuter avec lui et à prendre pour argent comptant la moindre promesse ou un quelconque engagement de sa part !

J'appelle les Dirigeants occidentaux à lever les yeux de leur quotidien pour écouter ce que le *Grand Sage* leur dit de *là-haut* :

[Vous avez le choix entre la guerre et le déshonneur.
Si vous choisissez le déshonneur, vous aurez la guerre.]

Oui, l'Occident est en train de rejouer le défaitisme de 1938, avec quelles conséquences, simplement les acteurs ont changé, mais les situations sont identiques à une seule différence près, l'arme nucléaire.

Comment envisager de mener des négociations de dupes, comme à Munich, pour ne récolter que « Déshonneur et Guerre » ? Le problème de Poutine n'est pas l'Ukraine, ce sont toutes les démocraties à sa portée qui vont de « *l'Oural à l'Atlantique* ».

L'Union doit siffler la fin de la partie au plus vite ce qui implique qu'elle prenne immédiatement quatre décisions, à savoir :

1. Créer les Comités de Direction et de Défense
2. Créer « l'Organisation Européenne de Défense » (OED) qui reprend une partie de l'OTAN ;
3. Aller à Washington pour expliquer ces décisions ;
4. Convaincre les Américains de cesser leurs conversations avec Moscou, aveu de faiblesse, qui ne mèneront qu'au déshonneur et à la guerre, mais qu'ils disent au Président Poutine :
 - Soit vous quittez la totalité du territoire Ukrainien, Crimée comprise ;
 - Soit nous fournirons toute l'aide dont l'Ukraine aura besoin pour vous repousser dans vos frontières reconnues... sauf s'il avait recours à l'arme nucléaire. Dans ce cas, les États-Unis et la France interviendraient.

5. Et qu'il abandonne l'oblast de Kaliningrad en déduction des indemnités de guerre qu'il devra verser à l'Ukraine.

En parallèle à cette démarche, deux ou trois pays (France, Pologne, Royaume-Uni ?) devraient fournir à l'Ukraine des armes très performantes, notamment des avions de chasse, avec leurs opérateurs devenus Ukrainiens par la magie du Président Zelensky.

Je pense qu'Emmanuel Macron, accompagné de ??? serait le plus à même de mener cette négociation à Washington, lui qui prône une politique de défense européenne autonome depuis des années et qui représente la seule véritable armée de l'Union, avec une composante nucléaire.

Il faut terminer cette guerre au plus vite :

- Pour arrêter l'hémorragie en Ukraine !
- Pour sauver notre Union et nos Démocraties !
- Pour faire respecter les frontières des États !
- Pour montrer aux autocrates du monde que les Démocraties ne sont pas à prendre !

Épilogue

Il est urgent que nos pays, et les Institutions européennes, changent radicalement de politiques, de comportements, de logiciels, de temporalités, et donnent des raisons et l'envie aux peuples européens d'aimer cette Union, improbable, mais qu'il faut absolument préserver et développer pour que chacun s'y attache afin d'éviter que nos démons ne se réveillent. Tous doivent se sentir protégés par elle d'un monde extérieur très hostile face auquel nos petits pays ne sont que des fœtus de paille !

Or, notre niveau d'attachement à l'Union est catastrophiquement bas... ce qui est surprenant après les crises que nous avons traversées et avec le comportement de la Russie.

Une RÉVOLUTION (pacifique) s'impose de toute urgence.

Puisse cet ensemble de préconisations aider les vingt-sept dirigeants et ceux des Institutions à REFONDER notre UNION et à la doter d'une DÉFENSE apte à convaincre la Russie de ne pas s'attaquer à la « Famille européenne ».

ELLE doit assumer ce qui devrait être son statut – une Puissance Politique et Militaire – l'une n'allant pas sans l'autre, et se libérer de la tutelle américaine qui l'entraîne vers un désastre.

La gouvernance de l'Union doit principalement s'occuper des grandes questions qui dépassent les pouvoirs réels de ses membres. Nous vivons dans un monde dominé par des entités et des États hyperpuissants de plus en plus hostiles et irresponsables : des autocraties qui veulent écraser nos démocraties et des ploutocraties avides de pouvoir et d'argent.

Il faut être conscient que ce monde est une jungle peuplée de prédateurs affamés, et que notre UNION se comporte comme de frêles *gazelles*... proies idéales dans la jungle !

L'Union doit tout faire pour se protéger, et nous protéger, et pour établir des contre-pouvoirs. Nous avons tous les talents nécessaires pour cela, à condition de ne pas les conduire à s'expatrier par manque de perspectives, de dynamisme de nos économies, de financements, d'ambitions...

Quant à notre DÉFENSE, elle est une absolue priorité. Nous avons les moyens de l'assurer nous-mêmes, c'est essentiellement une question d'organisation et de volonté.

Un peu de dignité et de fierté : nous ne devons plus nous reposer sur les États-Unis qui ont bien d'autres préoccupations et assez de problèmes internes pour ne pas avoir en plus la charge des nôtres, alors que depuis longtemps nous avons l'âge et les moyens de les assumer nous-mêmes.

Dans la vie on doit d'abord compter sur soi, pas sur les autres !

Paris, le 14 mai 2024

Table des matières

Regard extérieur	2
Organisation de l'Union	2
Défense de l'Union.....	2
Leçons à tirer de l'Agression russe	3
Prologue	4
<i>I. Organisation de l'Union</i>	5
Révolution.....	6
Vieille Europe – Vieux Continent.....	8
L'après deuxième guerre mondiale	8
Autodestruction de l'Union.....	10
Renaissance de l'Union.....	11
Organisation de l'Union suggérée.....	12
Comité de Direction	14
Régions Administratives et Militaires... ..	15
<i>II. Défense Européenne autonome</i>	17
Défense Européenne	18
Partage de l'OTAN	19
Vingt-sept Armées indépendantes	23
Budgets Militaires des Vingt-sept	23
Défense : Organisation préconisée.....	26
Organisation Européenne de Défense	27
Comité de Défense	33
Création de la Défense Européenne	34
Conclusion	35
<i>III. Ukraine</i>	38
Ukraine.....	39
Pourquoi intervenir en Ukraine ?	39
Référendums en Crimée	40
Lignes rouges, menaces nucléaires... ..	41
Déshonneur et Guerre ?.....	42
Inconscience & Irresponsabilité !.....	44
Épilogue	47